



*INVESTISSEMENTS*  
*verts et*  
*CROISSANCE*  
*INCLUSIVE*

---

RAPPORT ANNUEL 2021

# CONTENU.....

- 03 Lettre du Président
- 06 Lettre du Directeur Général
- 08 Faits opérationnels à retenir
- 26 Sustentabilidade e Impacto
- 34 Financiamento e Gestão de Riscos
- 40 Conhecimento e Realizações
- 50 Governança Institucional
- 56 Informações de Contacto
- 58 Apêndice 1 – Demonstrações financeiras  
Apêndice 2 – Política de Acesso à Informação  
Apêndice 3 – Divulgação nos termos da Força-tarefa sobre Informações Financeiras Relacionadas com o Clima (TCFD)

*Les données opérationnelles qui sont présentées dans ce document sont basées sur le portefeuille à garantie non souveraine combiné de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de BID Invest. Dans ce rapport toutes deux sont référenciées sous le nom de Groupe de la BID. Cependant, les faits les plus importants, les résultats et les états financiers de l'Annexe 1 se rapportent uniquement à BID Invest.*



# LETTRE du PRÉSIDENT

A l'attention du Président du Conseil des Gouverneurs

Société interaméricaine d'investissement (BID Invest)  
Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel pour l'année 2021, ainsi que les états financiers pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, conformément aux dispositions de l'accord fondateur de la Société interaméricaine d'investissement, dont la marque est BID Invest.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) se remettent lentement d'une crise qui peut fragiliser les efforts antérieurs, lorsque la région cherchait la voie vers un plus grand progrès économique et social. Pour atteindre une reprise forte, durable et plus inclusive, la région a besoin des contributions clés du secteur privé, le principal moteur de l'activité économique et de l'emploi dans la région. Il faut également plus d'investissement pour encourager l'innovation et constituer le capital nécessaire pour le développement à long terme.

Travaillant main dans la main avec le secteur privé, BID Invest est dans une position unique pour aider les pays d'ALC à relever ce défi crucial. Nous sommes concentrés sur cinq domaines prioritaires qui ont été établis par la feuille de route Vision 2025, notre stratégie qui cherche à accélérer la reprise et consolider la voie pour une croissance durable et inclusive. Les cinq priorités sont : l'action climatique, l'égalité des genres et la diversité, les petites et moyennes entreprises (PME), l'économie numérique, l'intégration régionale et les chaînes de valeur. Quelques exemples peuvent aider à illustrer la façon dont cette stratégie guide notre travail.

Dans notre région, le changement climatique aggrave les inégalités, frappant plus durement les personnes qui ont le moins de ressources. Cette situation met en évidence la nécessité de trouver des alternatives pour répondre aux risques climatiques et renforcer la résilience, y compris celle des PME. Lors de la COP26 à Glasgow, nous avons fait part de notre engagement en faveur du respect dans notre portefeuille des objectifs de l'Accord de Paris d'ici 2023. Pour ce faire, nous investissons dans des projets qui contribuent à inverser les tendances négatives du changement climatique et à mobiliser des capitaux privés par le biais de solutions financières innovantes.



Les femmes et les minorités ont été particulièrement touchées par la pandémie, un fait qui exige que l'on s'efforce pour corriger les inégalités. Cela demande aussi que l'on mette en pratique de ce que l'on prêche : nos efforts pour créer un lieu de travail équitable ont été récompensés lorsque nous sommes devenus la première banque de développement des Amériques à obtenir la prestigieuse certification mondiale EDGE Move.

Les résultats de fin d'année montrent que BID Invest a dépassé ses objectifs malgré la complexité des défis, en atteignant un volume record de financement pour la région. Les engage-

ments ont atteint 6,3 milliards de dollars US, tandis que la mobilisation de base a atteint 3 milliards de dollars US ; il s'agit d'un tournant historique. Le Groupe a fini l'année 2021 avec un portefeuille combiné de 10,9 milliards de dollars US d'actifs en appui au développement.

Ces résultats confirment que BID Invest reste le partenaire multilatéral de choix pour le secteur privé de l'ALC. Cela est d'autant plus important que notre tâche, à savoir l'augmentation de la mobilisation de capitaux de la part d'investisseurs qui veulent des rendements plus élevés, est urgente et exigeante.

En tant que président de la BID, du Conseil d'administration de BID Invest et du Comité des donateurs de BID Lab, je m'engage à renforcer la capacité du Groupe de la BID à promouvoir le développement par le biais du secteur privé, un acteur essentiel pour la reprise durable dans la région. En travaillant main dans la main avec nos clients et partenaires, nous atteindrons les objectifs fixés dans notre Vision 2025, afin que nous puissions servir notre mission ultime, à savoir, améliorer le niveau de vie des citoyens de la région.

Cordialement,

Mauricio Claver-Carone

# LETTRE Du DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'Amérique latine et les Caraïbes sont maintenant à un carrefour, où nous devons travailler pour optimiser les nombreuses opportunités de construire un monde différent et meilleur. Nous voulons tous une région plus équitable et plus durable, qui soit davantage engagée envers la nature. Nous voulons une région plus inclusive, avec entre autres un meilleur équilibre entre zones rurales et urbaines, respectueuses des minorités et qui défende l'égalité des sexes. La question est de savoir comment y parvenir.

En 2021, BID Invest a joué un rôle actif pour la recherche de ces objectifs. En tant que Banque de développement, nous avons utilisé notre capital et nous avons mobilisé des ressources supplémentaires pour investir dans des projets du secteur privé, afin d'accélérer la croissance économique durable et inclusive.

Au cours de la deuxième année de la

pandémie, notre institution a dépassé tous ses objectifs opérationnels, en offrant le plus grand volume de prêts jamais accordé à la région.

C'est un bilan sur lequel nous voulons nous soutenir, mais le meilleur reste à venir.

Nos résultats de 2021 permettent de nous concentrer sur des piliers particulièrement importants pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Nous voulons promouvoir un secteur financier durable, mobiliser des ressources pour l'économie réelle et développer intelligemment des investissements résilients face au changement climatique.

Nous avons travaillé à la création de solutions innovantes et à la structuration de nouveaux actifs financiers pour les offrir sur le marché, en liant donc les opportunités d'investissement dans la région avec les attentes des investisseurs (compte tenu des

risques et des gains).

De plus, notre expérience dans les partenariats avec les banques, les grandes entreprises et les investisseurs nous a permis de soutenir les petites et moyennes entreprises, qui peuvent être considérées comme la colonne vertébrale de l'économie régionale.

Tous ces concepts interconnectés sont importants pour faire face à des défis majeurs tels que la crise

climatique. Nous aidons le secteur financier à développer, lancer et dynamiser de nouveaux produits d'investissement durable qui permettront à la région d'atteindre l'objectif de zéro émission nette.

BID Invest est pionnière en ALC dans le domaine de l'investissement durable. Elle a non seulement soutenu 30% des émissions obligataires vertes, sociales et durables de la région, mais elle a également adossé de nombreuses obligations inédites dans neuf pays (Mexique, Équateur, Uruguay, Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Pérou et Panama).

Fidèles à notre mandat, qui suppose montrer l'exemple, nous avons annoncé lors de la COP26 à Glasgow l'émission de la première obligation bleue de la région ALC. Celle-ci vise à soutenir des projets de conservation de l'eau et des océans. S'agissant d'une région où plus de 25 % de la population vit dans des zones

côtières, l'initiative s'avère être une étape importante.

Dans le domaine des énergies renouvelables, nous avons lancé avec ENGIE (une société de production d'électricité au Chili) le premier projet pilote au monde visant à monétiser le coût de la décarbonisation. Parallèlement, nous avons lancé en Uruguay le premier certificat au monde pour les lignes vertes de transmission électrique, une solution innovante qui attirera de nouveaux investisseurs qui cherchent une rentabilité à travers des projets plus durables dans le secteur du transport d'électricité.

Par ailleurs, nous avons dépassé nos objectifs en matière de genre, diversité et inclusion (GDI), avec plus de 50 % des projets qui en font désormais un critère d'impact.

En 2021, nous avons commencé à utiliser des incitations basées sur la performance pour poursuivre les

objectifs de GDI. Par exemple, l'entreprise brésilienne d'énergie renouvelable Atlas, s'est engagée à employer davantage d'afro-descendants et a embauché plus de 1000 travailleurs de ce groupe historiquement défavorisé. Nos services de conseil GDI font désormais partie intégrante des négociations et aident les entreprises à développer des stratégies ambitieuses sur ce front.

Grâce à notre Vision 2025, nous avons adapté notre stratégie pour répondre à l'évolution des besoins de nos clients et pour nous concentrer sur plusieurs priorités, telles que : la réduction de l'écart de crédit pour les micro, petites et moyennes entreprises, le déblocage des financements climatiques, l'augmentation des investissements en matière de genre et de diversité, l'accélération de la numérisation, l'activation des accords régionaux sur la chaîne de valeur et la mobilisation des capitaux pour des infrastructures durables.

Au-delà du capital que nous fournissons, nous nous distinguons par notre connaissance et notre expérience de l'ALC. Nous pouvons être plus efficaces et avoir un impact accru en jouant un rôle actif en tant que rassembleur. En nous concentrant davantage sur la mise en relation des actifs avec les marchés, nous pouvons contribuer à répondre à la croissante demande des investisseurs internationaux qui cherchent des investissements plus soucieux de l'environnement. Il est temps d'investir dans un avenir vert et inclusif pour notre région.

Cordialement,

James P. Scriven

# NOTRE APPROCHE : INVESTISSEMENTS VERTS ET CROISSANCE INCLUSIVE

## Faits opérationnels à retenir

Au cours de la deuxième année de la pandémie, l'ALC a été confrontée à la tâche colossale de se remettre de la pire crise socio-économique depuis plus d'un siècle.

Étant donné l'impact disproportionné de la crise sur les populations vulnérables, des risques accrus liés au changement climatique et des contraintes du secteur public face à ces défis, la reprise sera réussie lorsqu'elle sera durable et inclusive - et dirigée par le secteur privé.

Lors de notre assemblée annuelle de 2021 à Barranquilla, le président de la BID Mauricio Claver-Carone a présenté Vision 2025, une feuille de route pour accélérer la reprise et atteindre une croissance durable et inclusive.

Pour relever ce défi, nous nous sommes concentrés sur cinq opportunités : 1) prendre des

mesures plus audacieuses en faveur du climat ; 2) promouvoir l'égalité et l'inclusion des femmes ; 3) approfondir l'intégration régionale et renforcer les chaînes de valeur ; 4) promouvoir une économie numérique ; 5) soutenir les petites et moyennes entreprises (pour réduire un déficit de financement estimé à 1000 milliards de dollars US).

Notre approche d'investissement durable est essentielle pour cette action. Pour maximiser notre impact, tout d'abord nous sélectionnons les clients et partenaires les plus adaptés. Tirant parti de notre connaissance des secteurs et de notre expertise en matière de produits et services, nous créons des propositions de valeur qui puissent répondre aux besoins de nos clients, tout en leur aidant à intégrer la soutenabilité dans leurs stratégies et opérations. Malgré des conditions de

marché difficiles, BID Invest a continué d'apporter une réponse anticyclique à la région et d'attirer des capitaux externes par la mobilisation des ressources de base.

En outre, nous avons exécuté 100 % de notre programme de financement mondial de 2021, à travers le récent Cadre pour l'emprunt durable. Cela témoigne de l'engagement de BID Invest en faveur de l'impact socio-environnemental et a suscité l'intérêt des investisseurs qui sont sensibles aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Nous avons également augmenté l'utilisation de financements innovants pour attirer de nouveaux investisseurs dans la région, y compris l'émission de la première obligation bleue en ALC (en soutien des projets qui cherchent à améliorer la propreté des eaux et la conservation des océans).

À la fin de l'année, BID Invest a atteint tous les objectifs opérationnels pour soutenir la région dans son cheminement qui va de la crise vers le redressement. La somme des engagements a atteint les 6,3 milliards de dollars US et la mobilisation de ressources de base a atteint un record avec 3 milliards de dollars US. Par ailleurs, nous avons dépassé la plupart de nos objectifs liés à la soutenabilité : genre 50%, PME 37%, et numérisation 18%. En ce qui concerne le climat, 53 % de nos transactions de long terme intégraient une composante climatique (ce qui est supérieur à l'objectif de 40 %). Cela représente 31 % de nos engagements à long terme et 23 % de nos engagements totaux, soit moins que notre objectif de 30 % pour les engagements totaux.

Vision 2025 nous aide à mettre les bases pour atteindre une croissance à long terme qui

soit inclusive et durable en ALC. L'augmentation de la capacité financière du Groupe de la BID pourrait permettre de renforcer l'aptitude à faire des propositions face aux défis historiques du développement dans la région ; cela multiplierait notre impact.

[Encadré] BID Invest a franchi trois jalons en 2021 qui l'aideront à renforcer son profil d'émetteur supranational durable.

- Standard & Poor's a relevé la note de crédit à long terme de BID Invest de AA à AA+. La justification a été la constance de ses résultats lors de l'exécution de son mandat élargi, le renforcement de ses capacités opérationnelles, ainsi que de ses pratiques et systèmes de gestion des risques.

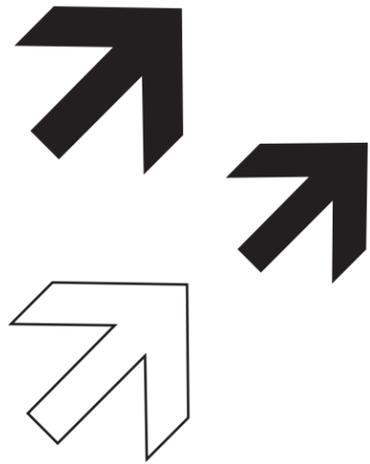
- BID Invest a établi un Programme pour l'empru-

nt durable et y a exécuté l'ensemble de son plan de financement pour 2021, y compris son premier emprunt obligataire durable coté à la Bourse de Londres à 1 milliard de dollars US. Le programme adhère aux principes et aux lignes directrices des obligations vertes et sociales adoptés par l'Association internationale des marchés de capitaux.

- BID Invest a émis la première obligation bleue dans la région d'ALC à 50 millions de dollars australiens (environ 38 millions de dollars US) sur 10 ans. Celle-ci cherche à épauler les projets de propreté des eaux et de conservation des océans.



## FAITS MARQUANTS *par SECTEUR*



### *Infrastructure*

La pandémie a continué d'affecter le développement et la mise en œuvre de projets d'infrastructure dans toute la région d'ALC. Certaines catégories d'infrastructures, principalement celles exposées au risque de la demande (comme les aéroports, les ports et les routes à péage) ont été considérablement touchées. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les contraintes de main d'œuvre et les arrêts temporaires du travail ont entraîné des retards et des surcoûts de construction.

En général, les projets qui étaient prévus ou en cours de construction avant la pandémie se sont poursuivis. Cependant, dans de nombreux cas, l'incertitude persistante du marché a ralenti la structuration de nouveaux projets. De surcroît, les effets de la pandémie et l'incertitude liée à la reprise économique de la région amènent les commanditaires de grands projets à repousser leurs décisions d'investissement.

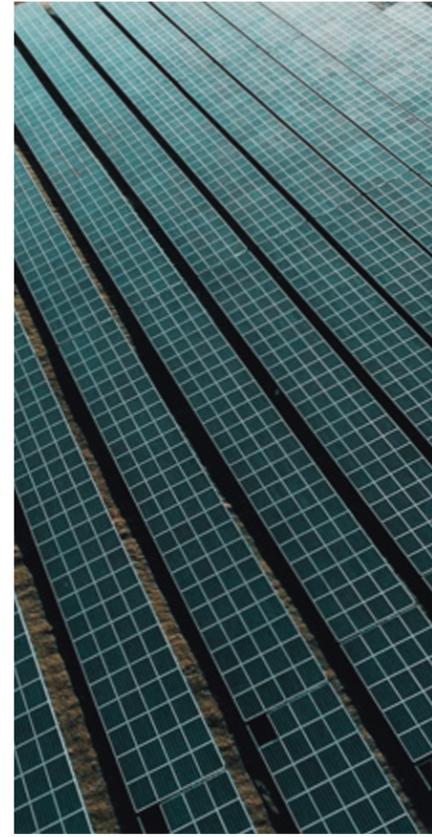
L'expertise de BID Invest dans l'infrastructure et l'énergie lui a permis de continuer à structurer des solutions innovantes pour faire face aux défis générés par la pandémie. Parmi ces solutions se trouve, par exemple, l'unité flottante de stockage et de regazéification au Salvador. A la suite, nous mentionnons certaines des initiatives les plus marquantes.





*PREMIER CERTIFICAT AU MONDE pour LES LIGNES DE TRANSMISSION VERTES*

BID Invest a fourni une solution innovante en finançant la ligne de transmission Tacuarembó-Salto en Uruguay. Il s'agit du premier projet à recevoir le nouveau certificat vert de BID Invest pour une ligne de transmission. Cet investissement contribuera à renforcer le système de transmission national et à intégrer une capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable dans le pays.



*PREMIÈRE SOLUTION de LIQUIDITÉS pour le SECTEUR de L'ÉNERGIE AU CHILI*

À la suite d'une nouvelle réglementation chilienne qui a gelé les tarifs d'électricité en pesos, BID Invest a fourni une solution de liquidités aux producteurs en acquérant des droits de crédit sous la forme de comptes débiteurs reconnus par la Commission Nationale de l'Énergie. Pour monétiser ces droits de crédit, BID Invest a structuré des solutions de financement de la chaîne d'approvisionnement et des marchés de capitaux qui ont permis de mobiliser des ressources auprès de banques d'investissement internationales partenaires. Ce schéma aide à réduire la pression vers l'augmentation des tarifs qui serait assumée par les consommateurs finaux sur le marché local.



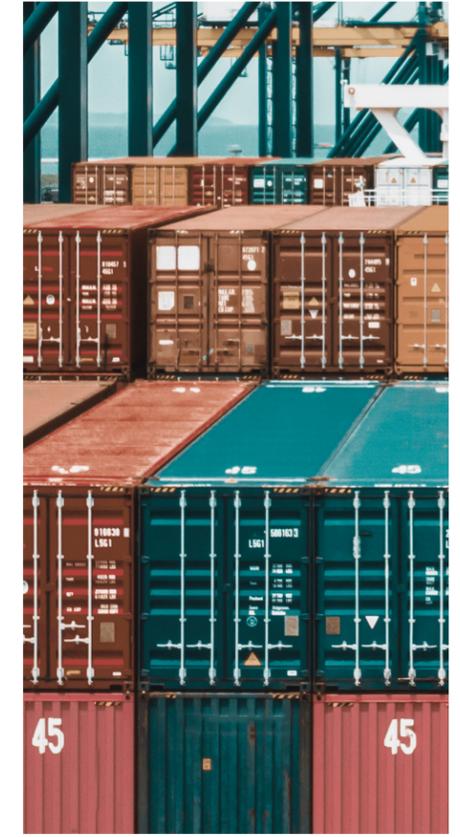
*PREMIER INVESTISSEMENT à la BARBADE : le PORT DE BRIDGETOWN*

Au cours de l'année 2021, BID Invest s'est engagée avec un prêt en faveur de Barbados Port Inc. pour financer des améliorations cruciales pour l'un de ses principaux postes d'amarrage, ainsi que pour installer un système de valorisation énergétique des déchets et accroître ainsi l'accès du port aux énergies renouvelables. Il s'agit du premier investissement de BID Invest à la Barbade depuis la consolidation de ses offres dans le secteur privé en 2016. Cela souligne l'engagement du groupe de la BID dans les petits pays ou insulaires, comme ceux des Caraïbes.



*PROJET D'OBLIGATIONS POUR FINANCER le PREMIER PPP du PARAGUAY*

BID Invest a fourni une structure financière innovante en appui des routes à péage Ruta 2 et Ruta 7 au Paraguay. Cela contribuera à réduire les temps et les coûts de déplacement mais aussi à améliorer la qualité et la sécurité des routes. Ce nouveau financement complète le paquet financier original de 2019, intégrant les progrès de la construction faits jusqu'en 2021. L'obligation a été conçue pour attirer les investisseurs qui ne s'exposent généralement pas au risque de construction.



*APPUI À L'INTÉGRATION GRÂCE À un PORT COLOMBIEN*

O BID Invest apoiou um projeto para construção, operação e manutenção do porto de Antioquia, na Colômbia, uma nova instalação portuária multiuso que fortalecerá o comércio exterior do país. Isso beneficiará, em especial, os produtores rurais, ao aumentar a competitividade de suas exportações e ampliar a presença deles nos mercados internacionais.

## Institutions financières



Les systèmes financiers de la région se sont avérés être résilients lors de la reprise, en conservant des liquidités élevées, en restant bien capitalisés et en planifiant soigneusement les stratégies de financement pour soutenir la croissance des portefeuilles. Du côté des fonds d'investissement, nous avons constaté un intérêt croissant pour le lancement de nouveaux fonds fondés sur le critère de la durabilité, les MPME et la numérisation.

En 2021, davantage d'institutions financières ont fait du financement durable un élément clé de leur stratégie commerciale. BID Invest a continué à jouer un rôle de leader, en créant des propositions pour aider les clients à faire avancer l'agenda du financement durable et à créer des capacités pour une transformation durable et efficace du secteur financier.

La demande visant à combler le déficit de financement des MPME est restée forte et sera essentielle pendant la reprise. La pandémie a également accéléré la transformation numérique du secteur financier, ce qui offrira de nouvelles opportunités pour soutenir l'inclusion financière des segments mal desservis. Ci-dessous, certaines de opérations les plus marquantes.

### *AUGMENTATION de L'ACCÈS À L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE au BRÉSIL*

BID Invest a soutenu Banco PAN (Brésil) par le biais d'un prêt et d'efforts de mobilisation afin d'accroître le financement et l'accès aux produits et services financiers numériques pour les personnes à faibles revenus. Le projet devrait également avoir un impact économique positif puisqu'il favorise les prêts aux micro-entrepreneurs et aux segments mal desservis, tels que les retraités.

### *INVESTISSEMENT EN FAVEUR de la BANQUE INCLUSIVE au PÉROU*

BID Invest a constaté une demande croissante pour des produits financiers favorisant l'égalité des genres, la diversité et l'inclusion au Pérou. Par exemple, le financement en monnaie locale accordé à Caja Municipal de Ahorro y Crédito Cusco profitera aux femmes chefs d'entreprise et améliorera les services offerts aux populations autochtones. L'opération permettra également de fournir des services de conseil à Caja Cusco pour définir une stratégie visant à accroître la production agricole des MPME pour les populations indigènes et traditionnelles.

### *ENTRÉE en ACTION du NUMÉRIQUE*

BID Invest a exploré plusieurs possibilités de partenariat avec des institutions financières traditionnelles et non traditionnelles qui tirent parti de la technologie numérique pour améliorer les produits et les services destinés aux populations mal desservies. Par exemple, BID Invest s'est engagée via participation au capital de Kubo Financiero (Mexique). Il s'agit d'un acteur de premier plan dans le domaine des services financiers axés sur le numérique qui offre

une vaste gamme de services financiers à ses clients (d'ailleurs, c'est une entreprise qui avait auparavant reçu une subvention et un prêt de IDB Lab pour tester et améliorer son modèle économique). De plus, l'octroi d'un prêt à Banco Comafi (Argentine) soutiendra des initiatives de modernisation technologique qui bénéficieront au segment des PME.

### *CONSTRUCTION ÉCOLOGIQUE*

En 2021, le développement des marchés de capitaux dans la région et le soutien aux actifs thématiques obligataires reste une priorité par le biais des intermédiaires financiers. Lors de la COP26, nous avons annoncé un prêt à Banco Agromercantil au Guatemala, pour promouvoir des projets écologiques de construction et de mobilité. En soutien à l'agenda écologique, nous avons également structuré et souscrit une obligation verte de Sicedi, une institution financière coopérative brésilienne de premier plan.

### *COMBLER LES LACUNES en MATIÈRE de FINANCEMENT*

Pour continuer à diversifier sa clientèle, BID Invest a soutenu des institutions financières non bancaires spécialisées ayant un engagement clair en faveur de l'inclusion financière dans des pays tels que le Pérou, le Brésil, la Colombie, le Guatemala, le Chili, le Mexique, le Panama et le Salvador. Nous avons également poursuivi notre travail avec les gérants de fonds afin de contribuer à réduire les principales lacunes de financement et nous avons renouvelé notre stratégie active avec les gestionnaires de fonds. Par exemple, BID Invest a investi dans CASEIF IV L.P., un nouveau fonds de dette mezzanine et de private equity géré par LAFISE Investment Management Ltd. qui fournira

des financements mezzanine et des fonds propres aux entreprises de taille moyenne à fort potentiel de croissance en Amérique centrale, au Panama, en République Dominicaine, ainsi qu'en Colombie.

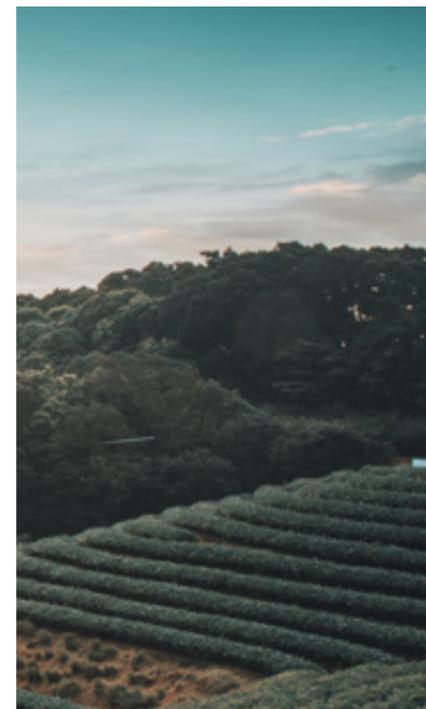


## Entreprises

BID Invest a contribué à soutenir les investissements, la création d'emplois et les modèles commerciaux durables dans divers secteurs, notamment l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les télécommunications, les médias et la technologie, et le tourisme. Nous avons constaté une demande accrue de la part des entreprises qui s'efforcent de faire face à l'impact du changement climatique dans des domaines tels que l'agriculture intelligente, l'économie circulaire, l'électromobilité et l'efficacité énergétique, entre autres. La proposition de valeur intégrée de BID Invest et son expérience dans ces domaines ont été d'une importance capitale.

Conformément à Vision 2025, nous avons donné la priorité aux projets qui appuient l'intégration régionale et dynamisent la chaîne de valeur, en favorisant la croissance des exportations, du commerce et des services qui animent la création d'emplois. En outre, BID Invest a continué à répondre aux besoins de liquidités des principales entreprises participant au programme de comptes créditeurs. En complément de ces efforts, plusieurs nouvelles facilités de fonds de roulement ont été structurées pour soutenir les chaînes de valeur existantes et répondre aux besoins de financement à court terme.

La numérisation a également été une priorité essentielle, non seulement par le biais d'activités dans le secteur des télécommunications, des médias et des technologies, mais aussi par des prises de participation dans les secteurs du commerce de détail et de l'agroalimentaire. Ces derniers ont souvent été mis en œuvre à l'aide de modèles d'entreprise axés sur le numérique.



## Agro-industrie

L'agro-industrie a été relativement moins touchée par la pandémie de COVID-19, étant donné que la demande de produits primaires est restée forte. Néanmoins, le secteur a continué à expérimenter des problèmes logistiques et des perturbations au niveau de la main-d'œuvre.

Plusieurs entreprises ont mis en attente leurs plans d'investissement à long terme et ont constaté, parmi les banques commerciales qui finançaient traditionnellement le secteur, une réduction de la disposition à faire face au risque. Dans ce contexte, les entreprises ont poursuivi leurs efforts pour diversifier leur clientèle.

BID Invest a soutenu la demande de dépenses d'investissement dans des projets d'agriculture respectueuse du climat, afin d'accroître la capacité de production, d'augmenter la productivité et de promouvoir l'expansion internationale.

## UNE IDÉE FRAÎCHE POUR FINANCER les PRODUCTEURS de FRUITS ET LÉGUMES

Le fondateur de Producepay, Pablo Borquez Schwarzbeck, a connu directement les obstacles auxquels sont confrontés les producteurs de fruits et légumes bien avant de fonder sa plateforme agtech, alors qu'il poursuivait ses études de MBA à Cornell.

Non seulement sa famille pratique l'agriculture au Mexique depuis quatre générations, mais il a également travaillé avec des producteurs qui n'avaient pas accès aux solutions financières dont bénéficient depuis longtemps les céréaliers et les éleveurs de bétail. Étant donné que les fruits et légumes sont hautement périssables et qu'il est difficile d'obtenir des prix de référence, les banques sont généralement réticentes à admettre ces cultures en garantie, ce qui limite la capacité des agriculteurs à utiliser le crédit pour gérer et développer leurs entreprises.

La start-up de M. Borquez a cherché à résoudre ce problème de financement spécifique ainsi qu'à remédier au manque de données actualisées et normalisées sur les prix des produits. En l'absence de telles informations, même le prêteur le mieux disposé rencontrerait des difficultés à déterminer le montant à avancer à un emprunteur.



Comme si surmonter ces deux obstacles n'était pas suffisant, Producepay s'est fixé un troisième objectif encore plus ambitieux : créer un marché numérique permettant aux producteurs de fruits et légumes du monde entier d'accéder à l'énorme marché des fruits et légumes frais aux États-Unis.

Au cours des sept années qui ont suivi la création de l'entreprise, Producepay a fait de grands progrès. À ce jour, elle a fourni plus de 3 milliards de dollars US de financement à des clients dans huit pays. Elle a également élaboré des rapports de marché quotidiens sur une série de fruits et légumes frais très demandés. Parallèlement, elle s'efforce de "numériser" le commerce des fruits et légumes, en mettant en relation les producteurs avec les distributeurs et les détaillants via sa plateforme agtech.

Dans le cadre de ses plans d'expansion, Producepay a décidé d'embaucher davantage de personnes pour ses équipes de vente et de marketing dans les régions où elle opère. À cette fin, en 2021, elle a levé 43 millions de dollars US auprès d'investisseurs de capital risque, dont 6 millions de dollars US auprès de BID Invest.

« Grâce à notre soutien, Producepay mettra en place de solides mesures de protection sociale et environnementale, ainsi qu'une stratégie de durabilité pour ses activités. La plateforme améliorera aussi sa gouvernance d'entreprise, en s'appuyant sur sa réputation de partenaire de confiance pour tous les participants à la chaîne de valeur des fruits et légumes », a déclaré Carlos Narvaez, chef d'équipe du projet de la BID.

## Secteur manufacturier



Le secteur manufacturier en Amérique latine et Caraïbes a continué à faire face à un environnement très difficile puisque les nouveaux investissements ont été différés en raison des comportements mitigés de la demande. De nombreux acteurs ont connu des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des contraintes en matière de ressources humaines. Néanmoins, certains secteurs spécifiques ont connu une demande plus forte, notamment les produits pharmaceutiques et les commerces de détail.

BID Invest, engagée en faveur de la durabilité et les facteurs ESG, a continué à identifier les projets ayant des bases solides pour ses nouveaux investissements en capital. Nous avons également cherché à pallier le manque de liquidités des MPME par le biais de produits à court terme, tels que des facilités de comptes créditeurs/affactage inversé.

Dans ce contexte, les projets manufacturiers ont continué à soutenir la création d'emplois, les chaînes de valeur principalement intégrées par des MPME, les gains de productivité, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le logement social, l'intégration régionale et l'augmentation des exportations. Nous citons à la suite quelques exemples.

### RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR

Le secteur manufacturier a soutenu l'objectif de renforcement des chaînes de valeur régionales avec des projets dans le sous-secteur pharmaceutique tels que Calox au Costa Rica et Procaps en Colombie. Un autre exemple de l'effort pour la création d'emplois et l'internationalisation des entreprises est le financement accordé à Masisa. Cette entreprise chilienne de produits du bois (qui opère également au Mexique et en Argentine) a une présence commerciale sur de nombreux autres marchés. BID Invest contribuera à l'élaboration d'une stratégie d'économie circulaire afin d'améliorer l'adoption de solutions circulaires et durables dans le catalogue de produits de Masisa.

### SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Au Mexique, BID Invest a fourni un financement pour le fonds de roulement à GIM Habitacional dans le but de promouvoir l'accès à des logements abordables grâce à une offre accrue de logements sociaux et à revenus moyens. Au Pérou, notre récent accord de financement avec Menorca vise le développement de sites urbains et des projets de logements à faible coût pour les familles à revenus moyens ou faibles.



## Numérisation

En 2021, le secteur des télécommunications, des médias et de la technologie a connu une importante opportunité de croissance, puisque la pandémie a poussé les consommateurs et les entreprises à augmenter leurs interactions en ligne (d'où un boom sans précédent au sein de l'écosystème numérique dans toute la région).

La distanciation sociale due à la pandémie et l'accélération de l'adoption de la technologie (par les consommateurs finaux et les entreprises) ont favorisé la consolidation des modèles commerciaux basés sur la technologie qui concourent à accroître la productivité, l'innovation et un meilleur accès aux services et à la transformation.

BID Invest a continué à soutenir les modèles commerciaux numériques innovateurs dans toute la région ALC. Nous exposons ici quelques exemples.

### NUMÉRISATION DE LA VENTE AU DÉTAIL

Grâce à une prise de participation dans RecargaPay, une Fin-Tech brésilienne qui permet aux consommateurs d'effectuer des paiements numériques, BID Invest vise à accélérer l'adoption des paiements numériques, tout spécialement parmi les secteurs mal desservis. En outre, grâce à une prise de participation dans Merqueo, (en partenariat avec le Clean Technology Fund), BID Invest soutient les plans d'expansion de l'un des plus grands acteurs de la livraison de produits alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### MODÈLES COMMERCIAUX INNOVANTS

Un récent investissement de suivi dans Frete.com, qui complète notre premier investissement réalisé en 2020, a conduit à une valorisation de plus d'un milliard de dollars US pour la première place de marché de fret en Amérique du Sud. L'investissement met en évidence l'articulation et les fortes synergies qui existent entre IDB Lab et IDB Invest. La société est soutenue par la famille de fonds Valor Capital, dans laquelle sont impliqués à la fois IDB Lab et IDB Invest. De même, le premier investisseur de Frete fut NXTP I (un investissement de portefeuille historique d'IDB Lab). Une telle approche combinée a joué un rôle déterminant pour réussir notre positionnement sur ce marché innovateur de la logistique.



### INFRASTRUCTURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Une autre priorité clé pour débloquer les avantages de la numérisation croissante est de financer l'évolution de l'infrastructure des télécommunications. Cela se fait à travers d'opérations telles que QMC Regional Facility, qui soutient les investissements dans les tours, les systèmes d'antennes distribuées et les solutions de base au Mexique, en Colombie et au Pérou. De même, BID Invest a mobilisé des ressources en Équateur pour promouvoir le marché des infrastructures de télécommunications partagées avec Phoenix Tower International. Le projet améliorera la productivité du secteur et contribuera à réduire le manque de connectivité en Équateur, grâce à l'augmentation des réseaux mobiles à large bande et à la réduction des coûts des opérateurs.

## Tourisme .....

Le tourisme reste l'un des secteurs les plus touchés dans la région ALC, compte tenu des effets persistants de la pandémie. Les restrictions aux frontières, les fermetures d'entreprises et les taux de vaccination inégaux dans toute la région continuent d'entamer la confiance des consommateurs et entraînent une réduction des voyages internationaux.

Toutefois, sur une note positive, le secteur a atteint un point d'inflexion important en 2021 et a commencé à connaître une amélioration progressive de ses fondamentaux, grâce notamment aux voyages de loisirs à l'intérieur des frontières et à l'augmentation des taux de vaccination. Avec le retour des voyages d'affaires et de groupe, le secteur du tourisme devrait continuer sur la voie de la reprise.

Néanmoins, à court terme, les besoins en liquidités de l'ensemble de la chaîne de valeur du tourisme persistent, car les banques commerciales traditionnelles sont restées réticentes à accroître leur exposition au tourisme compte tenu de l'incertitude. C'est pourquoi BID Invest a ajusté sa stratégie touristique pour se concentrer sur les points suivants : 1) soutenir les besoins en fonds de roulement des portefeuilles touristiques régionaux afin qu'ils puissent rester solvables et rouvrir leurs activités ; et 2) inciter les banques commerciales locales à continuer de soutenir les besoins en liquidités des entreprises touristiques en offrant des garanties souveraines et du secteur privé.



### PETITS PAYS ET PAYS INSULAIRES [LIEN DE L'ENCADRÉ SSI]

Le Conseil des Gouverneurs de BID Invest a formellement demandé à l'institution d'intensifier ses activités dans les pays qui, historiquement, ont reçu moins de prêts de la part des opérations sans garantie souveraine du groupe de la BID. L'accent est mis sur les projets susceptibles d'aider les petites et moyennes entreprises à accroître leur productivité et à relever différents défis sociaux et environnementaux, allant de l'égalité des genres jusqu'aux risques climatiques.

En 2021, les engagements à long terme pour des projets dans les petits pays et les pays insulaires se sont élevés à 213 millions de dollars US. Ce financement représente 7 % du total des engagements de BID Invest (juste en dessous de l'objectif institutionnel de 10 %). Parmi les transactions conclues au cours de l'année, nous pouvons retenir les suivantes.

- Fonds de croissance SEAF pour les PME des Caraïbes. BID Invest a fourni un financement de 10 millions de dollars US à SEAF, une société d'investissement à impact spécialisée dans les marchés émergents et marchés frontières. Le fonds se concentrera sur les PME ayant le potentiel de générer une croissance économique et de produire des avantages sociaux et environnementaux. Une contribution complémentaire de 10 millions de dollars canadiens de financement mixte provenant d'un fonds du gouvernement canadien, aidera les entreprises à investir dans la résilience climatique et l'atténuation des risques ou encore à couvrir les dépenses pour la récupération après une catastrophe. Cette opération est particulièrement opportune, du fait que les Caraïbes est économiquement l'une des régions les plus du-
- JMMB Bank. Un prêt de 35 millions de dollars US de BID Invest, associé à un financement supplémentaire de 31 millions de dollars mobilisé auprès d'investisseurs d'impact (tels que BlueOrchard Finance, Symbiotics et responsAbility), permettra à cette banque commerciale jamaïcaine d'étendre ses services de crédit aux PME. La banque, qui compte avec une longue tradition de collaboration avec les femmes entrepreneurs, pourra également diversifier ses sources de financement. Elle développera et adoptera aussi un système de gestion environnementale et sociale, renforçant au même temps ses politiques de recrutement et de rétention des talents.

- BID Invest s'engage également à relever les défis ESG propres aux petits pays et aux pays insulaires, comme la pratique de réduction des risques, qui peut les priver de l'accès aux services bancaires internationaux. En 2021 par exemple, elle a aidé ACME, une institution de microfinance haïtienne, à renforcer son programme de conformité et sa capacité à identifier et traiter les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

## RETOUR *aux AFFAIRES* SUR *la PLAGE*

À l'instar des opérateurs de centres de loisirs du monde entier, Grupo Piñero a traversé une période éprouvante pendant la pandémie de COVID 19. Malgré la récession, cette chaîne familiale qui compte avec 27 hôtels (en République Dominicaine, au Mexique, en Jamaïque et en Espagne), a toujours respecté son engagement en faveur du tourisme durable.

Alors que les pays où elle est implantée rouvraient leurs frontières aux vacanciers, Grupo Piñero a poursuivi ses plans à long terme visant à moderniser ses établissements phares et à rendre ses activités plus durables sur le plan environnemental et social en réduisant son empreinte carbone et en offrant à ses milliers d'employés davantage de formations et de possibilités d'avancement.

Mais la crise du coronavirus, avec ses fermetures forcées et ses limites strictes d'occupation, a fait payer un lourd tribut à l'industrie du tourisme. Alors que le Grupo Piñero avait reçu une aide temporaire du gouvernement de son pays d'origine, l'Espagne, ses dirigeants cherchaient une solution durable.

Ils l'ont trouvée dans une alliance avec BID Invest et Banco Popular Dominicano, qui ont accordé au Grupo Piñero un prêt de 200 millions de dollars US à des conditions adaptées à ses objectifs ambitieux. Ces ressources serviront à financer des investissements tels que la rénovation de propriétés et le renforcement du personnel en République dominicaine et en Jamaïque.

En outre, le Grupo Piñero recevra une assistance technique pour mener à bien des activités visant à protéger les zones côtières, notamment la restauration des mangroves et des récifs coralliens (qui servent de barrières naturelles contre les vagues et les tempêtes mais aussi comme refuges pour la biodiversité). L'assistance intégrera également une évaluation de l'impact du changement climatique sur les propriétés du groupe dans les Caraïbes.

« Nous nous sommes engagés à soutenir une reprise plus forte, plus verte et plus inclusive en Amérique latine et dans les Caraïbes. À ce stade, il est essentiel de soutenir l'industrie du tourisme dans les pays où elle constitue un pilier économique », a déclaré Stefan Wright, chef d'équipe du projet BID Invest.

# DURABILITÉ et IMPACT

---

La durabilité est une valeur fondamentale de BID Invest et un élément clé pour mieux se rétablir lors de la reprise économique de la région. Elle est présente dans tous les secteurs, qu'il s'agisse d'élargir l'accès au crédit pour les femmes entrepreneurs, de soutenir une agriculture respectueuse du climat ou de financer des infrastructures résilientes.

Le travail avec les clients et les investisseurs pour appliquer la durabilité les aide aussi à devenir plus rentables au fil du temps. De notre côté, nous renforçons notre engagement afin d'accroître l'impact sur le développement. Nous participons à la transition vers une économie qui produit des rendements tout en remplissant un rôle dans la société.



## Conseil . . . . .

En 2021, nous avons consolidé nos offres non financières, afin de mieux servir nos clients et d'avoir un plus grand impact sur le développement. Conformément à notre Vision 2025, les services consultatifs de BID Invest sont axés sur des sujets clés : 1) le changement climatique ; 2) le genre, la diversité et l'inclusion ; 3) les MPME ; 4) la numérisation ; 5) les partenariats public-privé ; 6) la gestion des risques environnementaux et sociaux, ainsi que la gouvernance d'entreprise et la transparence.

Travaillant au niveau du marché, les services de conseil de BID Invest cherchent à stimuler les programmes de développement, à combler les lacunes du marché et à renforcer les com-

pétences qui peuvent bénéficier à des secteurs d'activité entiers. Par exemple, en 2021, nous avons établi un partenariat avec 18 bourses de valeurs, de façon à promouvoir l'investissement dans une optique de genre comme moyen d'accroître l'égalité des sexes dans le secteur privé.

Au cours de l'année 2021, BID Invest a lancé un total de 86 nouveaux services de conseil, poursuivant un large éventail d'objectifs, qui vont depuis l'aide aux clients pour adopter des solutions numériques qui améliorent l'accès au financement des populations mal desservies, jusqu'à améliorer la traçabilité des questions ESG dans des chaînes d'approvisionnement complexes.

## Action climatique

Dans le cadre de l'engagement du Groupe BID pour que le portefeuille respecte l'Accord de Paris d'ici 2023, nous travaillons avec les clients et les investisseurs pour débloquer le financement climatique et stimuler l'action climatique dans la région.

En 2021, nous avons notamment appliqué la méthodologie d'Évaluation des risques climatiques lors des contrôles nécessaires à l'approbation de 40 projets. Nous avons également renforcé les capacités des clients en matière de gestion des risques climatiques physiques dans les systèmes de gestion environnementale et sociale.

Pour la première fois, BID Invest a soutenu la construction de projets d'énergie renouvelable au Pérou, en Colombie et

en Jamaïque, en finançant des projets de production éolienne, solaire et de distribution électrique. De plus, au cours de l'année, BID Invest a continué à élargir ses portefeuilles au Brésil et au Mexique en soutenant de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables.

Un autre domaine d'activité clé consiste à aider les institutions financières d'Amérique latine et des Caraïbes à développer des portefeuilles verts, pour atteindre un total de 45 lignes de produits verts dans 16 pays de la région. Au Guatemala, par exemple, nous avons aidé Promerica à réaliser un diagnostic approfondi pour mieux comprendre les facteurs qui empêchent ou incitent les MPME à demander des prêts verts.

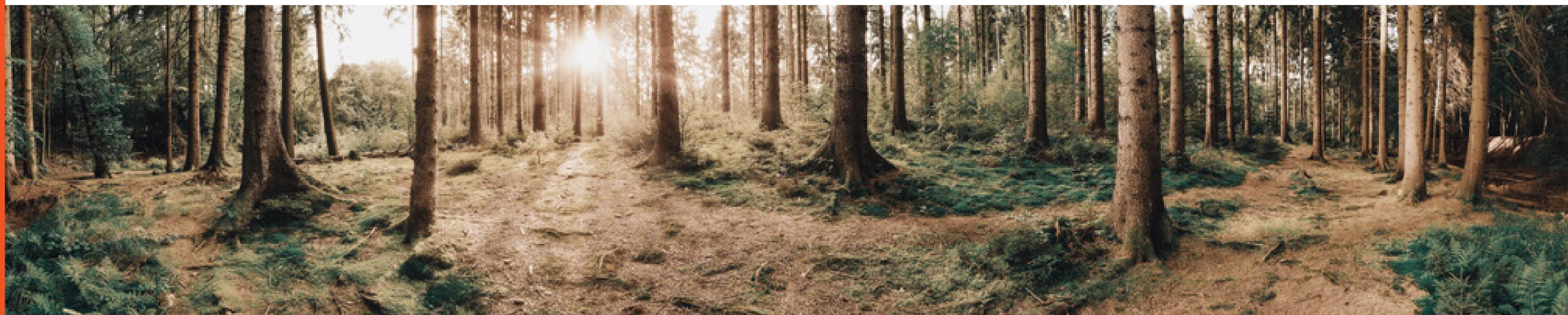
## Genre, diversité et inclusion

BID Invest s'engage à travailler avec ses clients pour renforcer l'égalité des genres et promouvoir l'inclusion des membres de groupes tels que les Afro-descendants, les peuples indigènes et traditionnels, les personnes handicapées et les personnes de la communauté LGBT+.

BID Invest fait avancer ce programme en développant des outils pour améliorer les marchés, en favorisant les innovations financières, en générant et en diffusant davantage de connaissances, et en mettant en place des partenariats plus larges.

BID Invest est pionnier dans la promotion des obligations sociales, aidant de nombreux clients à faire appel à des investisseurs axés sur l'impact. BID Invest travaille aussi avec diverses chaînes d'approvisionnement mondiales pour accroître les possibilités d'accès aux marchés locaux et d'exportation pour les entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

En outre, BID Invest a commencé à utiliser des incitations basées sur la performance pour atteindre ses objectifs de diversité et d'inclusion, par exemple dans le cas de l'entreprise brésilienne Atlas.





## *UNE VOCATION au SERVICE des ENTREPRISES.....*

Avec près de 140 000 employés, Atento est l'une des plus grandes entreprises mondiales de gestion de la relation client et de sous-traitance des processus d'affaires. Bien qu'elle serve le marché mondial, ses activités sont largement concentrées en Amérique latine.

L'entreprise, qui est présente en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Salvador, au Costa Rica, au Guatemala, au Mexique, au Panama, au Pérou et en Uruguay, figure fréquemment en tête des listes des meilleurs employeurs de la région.

L'une des raisons de cette excellente réputation est l'opportunité qu'Atento offre aux femmes, qui représentent 64 % de son personnel. Dans le cadre d'un projet soutenu par une facilité de crédit renouvelable d'un montant maximal de 50 millions de dollars US accordée par BID Invest, l'entreprise prévoit d'obtenir la certification EDGE, la principale norme d'évaluation en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sur le lieu de travail.

À son tour, le financement de BID Invest permettra à Atento de remplacer des obligations à court terme par des dettes à plus long terme, ainsi que de fournir un fonds de roulement pour de nouveaux contrats de service qui exigeront l'embauche et la formation de plus de personnel, l'expansion des centres d'appels et l'acquisition d'équipements informatiques.

Atento prévoit également d'intensifier ses investissements dans le développement de services de nouvelle génération impliquant des technologies telles que l'intelligence artificielle, la science des données, l'automatisation et l'apprentissage automatique.

« Il s'agit de notre première opération dans le domaine du BPO/CRM, et nous pensons qu'il s'agira du premier de nombreux investissements visant à promouvoir l'externalisation et l'exportation de services aux entreprises depuis l'Amérique latine et les Caraïbes », a déclaré Daichi Tsuchihashi, chef d'équipe du projet BID Invest. « Il existe d'énormes possibilités de tirer parti de la tendance à la numérisation ainsi que d'aider les entreprises à gagner en efficacité et en productivité grâce à un service client plus réactif et à l'automatisation des processus. »

## *Solutions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)*

BID Invest est leader du marché dans l'intégration de solutions de durabilité ESG tout au long du processus d'investissement.

En 2021, nous avons renforcé notre proposition de valeur durable grâce au déploiement de notre nouvelle Politique de durabilité environnementale et sociale. Nous avons aussi intensifié de manière proactive l'engagement avec les clients, les investisseurs et les praticiens du développement pour généraliser l'adoption de pratiques ESG de pointe.

Nous avons mené les vérifications nécessaires ESG pour plus de 80 nouveaux projets en 2021, aidant les clients à intégrer dans leurs stratégies commerciales des outils de prise de décision fondés sur des données et à adopter des solutions pour améliorer leur performance en matière de durabilité.

Par ailleurs, BID Invest a développé des produits de connaissance pour sensibiliser, conseiller et renforcer la capacité des clients à fournir des performances durables.



## *Gérer l'impact*

L'impact est au cœur de la mission de BID Invest, qui consiste à promouvoir un développement durable et inclusif. Ces dernières années, l'attrait de l'investissement d'impact s'est considérablement accru. En même temps, le besoin de normes communes pour la mesure de l'impact est devenu essentiel pour un large éventail d'acteurs qui se consacrent à la mobilisation de ressources pour le développement.

Le Cadre de gestion de l'impact intégral de BID Invest sert de référence à l'industrie sur la façon de surveiller, de mesurer et d'évaluer les résultats des projets pour le développement. Par exemple notre outil DELTA, qui mesure et contrôle l'impact des projets avant et pendant chaque étape de leur cycle d'exploitation, n'est pas seulement utile pour analyser l'efficacité de nos décisions de financement : il est également devenu un indicateur de référence pour d'autres institutions et entreprises engagées dans le développement.

En tant que signataire des Principes opérationnels pour la gestion de l'impact (qui contribuent à guider les investisseurs et les autres parties intéressées par l'analyse de l'impact tout au long du cycle de vie des projets de développement), BID Invest publie des rapports annuels sur la manière dont ses opérations s'alignent sur ses principes et fait périodiquement vérifier ces résultats de manière indépendante.

En outre, au cours de l'année 2021, BID Invest a participé activement au Groupe de travail G7 sur l'impact, la transparence, l'intégrité et les comptes-rendus, lequel a formulé des recommandations sur le déploiement de l'industrie de l'investissement d'impact et la mobilisation des capitaux privés pour un impact positif.

# FINANCEMENT et GESTION des RISQUES

## Solutions financières

Dans la région d'ALC, l'écart entre les niveaux actuels de financement du développement et les montants nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies a été estimé à plus de 650 milliards de dollars US par an. Ceci dépasse largement la capacité des institutions de financement du développement.

Par conséquent, BID Invest a le devoir de mobiliser davantage de ressources auprès des partenaires traditionnels ainsi que des investisseurs d'impact qui cherchent à atteindre des objectifs sociaux et environnementaux.

Notre expertise régionale, notre accès aux projets à un stade précoce et notre label de qualité font de nous un point d'entrée pour ces investisseurs. Au cours de l'année 2021, BID Invest a cherché à augmenter non seulement le montant total des ressources mobilisées, mais aussi le nombre de projets ayant une composante de mobilisation. Cela a permis d'augmenter le ratio entre les ressources mobilisées et les engagements à long terme pour compte propre à 0,95.

Dans l'ensemble, plus de 50 transactions avec des instruments de mobilisation ont été exécutées en 2021. La mobilisation de base a atteint 2,97 milliards de dollars US, soit une augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente (et plus du double du montant at-

teint en 2019), soit le montant le plus élevé de l'histoire des opérations du secteur privé du Groupe de la BID.

Cela a été possible grâce à l'implication précoce de l'équipe de mobilisation dans les efforts de montage et de structuration du projet. C'est pourquoi, il y a eu un nombre plus élevé de projets avec une composante de mobilisation dans le cadre de la proposition de valeur, ainsi qu'un nombre croissant de partenaires de mobilisation actifs désireux de participer aux projets de BID Invest.

Parmi les événements marquants, nous pouvons citer :

- L'émission de la première obligation B (dans lequel les investisseurs s'exposent à un risque de construction) pour le projet Cardal-Punta del Tigre en Uruguay.
- La mobilisation de plus de 530 millions de dollars US par le biais d'instruments des marchés des capitaux d'emprunt, tels que le mécanisme de stabilisation des tarifs d'électricité mis en œuvre au Chili sous la loi 21.185.
- La structuration de la plus grande syndication des quatre dernières années pour une institution financière. Dans cette transaction, BID Invest a mis sur pied un prêt syndiqué avec 13 investisseurs pour soutenir des PME dirigées par des femmes au

Brésil à travers Daycoval.

- Des synergies accrues avec d'autres institutions financières de développement telles que la société financière internationale (IFC), Proparco, Findev et DEG.

Malgré l'impact de la baisse des notations dans la région en 2021 (ce qui rend donc plus coûteux pour les acteurs à garantie souveraine et les entreprises de lever des capitaux), BID Invest a continué à générer un flux régulier d'actifs bancables et à agir comme un canal pour placer ces actifs auprès d'investisseurs ayant des attitudes variées face au risque.

Les relations avec les compagnies d'assurance ont été renforcées, alors que l'Instrument de Protection de crédit non financé arrivait à maturité pour gérer activement les pipelines et le portefeuille de BID Invest (en incorporant un nouveau pool d'investisseurs, afin d'élargir nos capacités à soutenir des projets).

À l'avenir, la grandissante boîte à outils de produits de mobilisation de BID Invest et sa présence élargie parmi les investisseurs à la recherche d'opportunités d'investissement dans la région, se traduiront par une augmentation de l'afflux de capitaux privés et une gestion optimisée des risques, augmentant en conséquence l'impact global de BID Invest et la résilience de son bilan.

## Gestion du risque

En 2021, BID Invest a continué d'intégrer la gestion des risques financiers et non financiers au niveau des projets et des portefeuilles, afin de mieux servir ses clients mais aussi d'avoir un plus grand impact et d'assurer la durabilité globale de BID Invest.

BID Invest a renforcé son approche de gestion des risques ESG avec la création d'une nouvelle équipe chargée de guider et d'évaluer les risques environnementaux et sociaux au niveau de l'entreprise. Leur mandat est de renforcer la conformité, l'apprentissage et l'impact au sein de BID Invest. Dans le même temps, BID Invest a renforcé sa gestion des risques opérationnels et ses contrôles internes, en tenant compte de l'échelle et de la portée croissantes de l'organisation.

Le cadre de gestion des risques financiers de BID Invest englobe une Politique d'appétence au risque, une Politique d'adéquation du capital et une Politique de liquidités. Ces politiques ont été mises à jour en 2021 dans le cadre d'une révision triennale, établissant formellement une zone tampon face au Ratio d'adéquation du capital et incluant des exigences en matière de tests de résistance. En approfondissant son empreinte dans toute la région, BID Invest a maintenu un portefeuille sain et bien diversifié, malgré la complexité de l'environnement mondial et régional.

## Stratégie de financement et trésorerie

BID Invest émet des obligations sur les marchés internationaux pour maintenir des niveaux de liquidités appropriés et ses excellentes notes de crédit. Nous diversifions nos sources de financement et optimisons notre coût de financement en émettant sur différents marchés et dans différentes devises. Nous encourageons également le développement des marchés de capitaux locaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, en émettant des obligations en monnaie locale sur les marchés nationaux pour financer des projets en monnaie locale.

Nous rencontrons les investisseurs en permanence, pour promouvoir les émissions obligataires à venir et les informer sur notre activité, notre impact et nos performances financières. Depuis le début de la pandémie, tous les roadshows se déroulent en format virtuel. En 2021, nous avons organisé une tournée mondiale pour promouvoir notre cadre de dette durable auprès des investisseurs des Amériques, d'Europe et d'Asie, en plus de tournées au Mexique et en Australie.

Sous l'égide de son Cadre d'emprunt durable, lancé lors d'une tournée mondiale virtuelle, BID Invest a émis les obligations suivantes :

- Une émission inaugurale d'emprunt durable à la Bourse de Londres, à 5 ans et d'un milliard de dollars US (dont le prix a été fixé en février), pour

financer des projets verts et sociaux.

- Une obligation sexospécifique à trois ans d'un montant de 2,5 milliards de pesos mexicains (environ 119 millions de dollars US) a été émise en mars, soulignant l'engagement de BID Invest dans la promotion de l'égalité des genres et à développer les marchés de capitaux locaux. Il s'agit de la première obligation sexospécifique émise par un bailleur de fonds international dans la région.

- Une première obligation dans le cadre de son Programme d'Émission d'Emprunt Australien, une obligation sociale sur 5 ans de 400 millions de dollars australiens (environ 300 millions de dollars US).

- Deux obligations vertes, soulignant l'engagement de BID Invest en faveur de l'action climatique ; une obligation de transition de 100 millions de dollars US sur 10 ans en juin et une obligation de décarbonisation de 68 millions de dollars australiens (environ 49 millions de dollars US) sur 10 ans en septembre.

- BID Invest a conclu son programme de financement 2021 en novembre avec la première obligation bleue jamais émise pour la région d'ALC, une obligation bleue à 10 ans de 50 millions de dollars australiens (environ 37 millions de dollars US).

L'exécution de 100 % de son plan de financement mondial de 2021 dans le Cadre de l'emprunt durable, dès la première année de son lancement, témoigne de l'engagement de BID Invest en faveur de l'impact environnemental et social, qui par ailleurs a suscité l'intérêt des investisseurs ESG du monde entier. Au total, BID Invest a émis des obligations pour un montant nominal de 1,6 milliard de dollars US avec une échéance moyenne de 5,4 ans.

En vertu de sa Politique de liquidités, BID Invest doit maintenir un portefeuille d'actifs liquides d'une taille suffisante pour honorer ses engagements actuels et les nouveaux engagements prévus pour une période d'au moins 15 mois (dans l'hypothèse de tensions sur les marchés). Ces ressources sont investies dans des actifs liquides de haute qualité de crédit et gérées de manière à optimiser la diversification et le rendement dans les limites approuvées de risque de contrepartie et de marché.

Le portefeuille de liquidités de BID Invest s'élevait à 2 milliards de dollars US au 31 décembre 2021, contre 2,1 milliards de dollars US un an plus tôt. La majeure partie du portefeuille est constituée d'actifs libellés en dollars américains, avec une petite partie libellée en pesos mexicains (qui est financée dans la même devise pour éliminer tout risque de change).

## L'INNOVATION OÙ QUE VOUS REGARDIEZ .....

Compañía de Empaques SA fabrique des sacs en fique pour l'industrie du café depuis plus de huit décennies. Mais ce vénérable fabricant basé à Medellín tient à essayer de nouvelles façons pour faire des affaires. En 2021, elle est devenue la première entreprise colombienne à lancer une obligation liée à la durabilité, une émission de 50 milliards de pesos colombiens (environ 13 millions de dollars) sur cinq ans, structurée et souscrite par BID Invest.

La société d'emballage, intégrée à un groupe d'entreprises qui fabrique une large gamme de produits principalement destinés à l'agriculture et à la construction, utilisera les ressources obtenues grâce à l'obligation pour financer des investissements visant à accroître sa capacité de production ainsi qu'à adopter de nouvelles technologies et à améliorer son efficacité énergétique.

Dans le cadre d'un modèle commercial inclusif, Compañía de Empaques prévoit de doubler, au cours des cinq prochaines années, ses achats de fibres de fique, utilisées pour fabriquer des sacs à grains de café, d'autres textiles et cordes recyclables et compostables. La fique, une plante semblable au sisal, est principalement cultivée par des agriculteurs à faible revenu et des coopératives rurales dans les régions du centre et du sud de la Colombie.

L'entreprise va également intensifier ses activités de recherche et de développement de nouveaux produits dérivés de la fique, ainsi que ses expériences avec des modèles d'économie circulaire, qui impliquent la réutilisation ou le réemploi de déchets qui finiraient autrement dans une décharge. Elle a déjà remplacé le charbon par la biomasse végétale comme combustible pour son propre générateur. Elle est en train de réduire son empreinte carbone en utilisant des énergies renouvelables avec la construction d'une centrale électrique à biomasse utilisant des déchets de fibres de fique et l'installation de panneaux solaires.

Selon les termes de l'obligation liée à la durabilité, la société paiera un taux d'intérêt plus ou moins élevé selon qu'elle atteindra ou non certains indicateurs de performance clés liés à un ensemble d'objectifs environnementaux et sociaux préalablement convenus et vérifiés de manière indépendante. Par exemple, l'un des objectifs est de réduire le taux de consommation d'énergie des matières premières qu'elle utilise, dont le polypropylène.

« Cette transaction n'a pas seulement introduit une nouvelle classe d'actifs sur le marché de capitaux colombien », a déclaré le chef d'équipe du projet BID Invest, José Gustavo Quiñones. « Elle devrait également ouvrir la voie à d'autres entreprises locales désireuses de poursuivre des stratégies ambitieuses en matière de durabilité », a-t-il ajouté.

# CONNAISSANCE et RÉSULTATS

---

## Connaissance et communication

.....

BID Invest génère et diffuse des connaissances et des enseignements tirés de son expérience en tant que praticien du développement afin de renforcer l'impact de ses projets.

En 2021, nous avons organisé des événements virtuels sur une variété de sujets liés à la durabilité, allant de l'agrobusiness durable à la gestion environnementale et sociale des fonds d'investissement.

Par exemple, en septembre, nous avons organisé le forum AgriALC, un événement virtuel visant à partager les meilleures pratiques en matière de durabilité et de chaîne de valeur de l'agrobusiness. Le forum a attiré plus de 5 000 participants issus d'entreprises, d'institutions financières, d'organisations à but non lucratif et d'investisseurs, et près de 12 000 spectateurs en ligne.

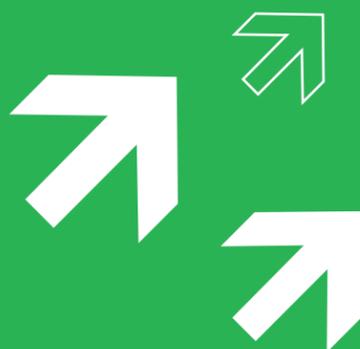
En outre, BID Invest et la BID ont lancé une série de webinaires pour promouvoir l'Initiative sur la Parité Hommes-Femmes. Sur ce thème, une publication conjointe avec BID Intal - "Une Olympiade inégale : l'égalité des genres dans les entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes" - a examiné les écarts entre les genres dans 1 015 entreprises de 20 pays.

BID Invest a également élaboré plusieurs guides pratiques sur des sujets tels que l'économie bleue, les obligations thématiques, la préparation numérique des coopératives financières et le renforcement de la résilience au changement climatique dans les ports.

Au cours de l'année 2021, BID Invest a généré plus de 8 200 mentions dans les médias et atteint plus de 13 millions de per-

sonnes via les médias sociaux. De même, le blog d'entreprise Negocios Sostenibles a augmenté son audience de 34 %. Un nouveau partenariat a été lancé au milieu de l'année avec Bloomberg News, qui republie l'ensemble du contenu du blog sur ses terminaux d'actualités financières.

BID Invest a également fait des progrès significatifs en ce qui concerne son Écosystème de connaissances. Le Knowledge Appstore de BID Invest - le Moteur de connaissances - a été mis en ligne en 2021, permettant aux utilisateurs d'interagir avec les outils de connaissance de manière inédite. Le but est de promouvoir une culture de partage des connaissances et d'améliorer la productivité des employés.

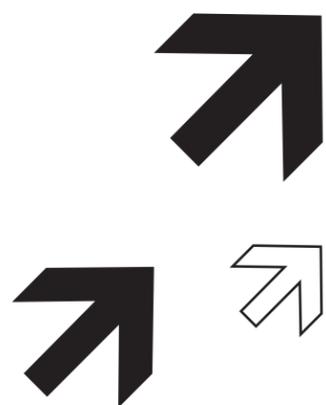


## Résultats

BID Invest a atteint le niveau de certification EDGE Move, une reconnaissance de son engagement fort en faveur de la parité hommes-femmes sur le lieu de travail. Résultat d'un effort institutionnel de 5 ans, la certification a mis en évidence le nombre de femmes occupant des postes de direction, la flexibilité des pratiques de travail et le soutien aux personnes qui ont des enfants à charge, ainsi que la rétention proportionnelle de talents (qui a atteint le seuil minimum de représentation féminine significative, fixé à 30%).

L'évaluation EDGE a mis en évidence l'engagement croissant de BID Invest dans l'étude des questions intersectionnelles liées à l'identité de genre et à la race/ethnicité, reflétant ainsi nos efforts au-delà du genre, allant donc vers une conception plus large de la diversité.

Nous avons un effectif équilibré (51,8 % d'hommes et 48,3 % de femmes) et une parité hommes-femmes au niveau managérial, reflet d'un travail de longue haleine.



## Obligations

Projet	Banco W
Client	Banco W
Pays	Colombia
Publication	Environmental Finance
Catégorie	Prix de l'innovation - Utilisation des Fonds (Obligations Sociales)
Prix	Environmental Finance - Prix obligation 2021

Projet	CADU
Client	CADU
Pays	Mexique
Publication	Environmental Finance
Catégorie	Projet Vert - Obligation de l'Année
Prix	Environmental Finance - Prix obligation 2021

Projet	Davivienda Bono de Género
Client	Davivienda
Pays	Colombie
Publication	Environmental Finance
Catégorie	Prix de l'innovation - Structuration d'Obligation (Obligation Sociale)
Prix	Environmental Finance - Prix Obligation 2021

Projet	Facilité de liquidités pour la stabilisation des tarifs de l'électricité
Client	Compagnies d'électricité du Chili
Pays	Chili
Publication	LatinFinance Project & Infrastructure Finance Awards
Catégorie	Obligation de l'Année
Prix	Obligation de l'Année

## Infrastructure sociale

Projet	PPP Educativa 2
Client	Infraestructura Educativa II SA
Pays	Uruguay
Publication	Proximo
Catégorie	Infrastructure Sociale - Amérique Latine
Prix	Transaction Proximo de l'année 2020 dans les Amériques

## Routes

Projet	Autopista Del Norte
Client	Autopista del Norte SAC
Pays	Pérou
Publication	LatinFinance Project & Infrastructure Finance Awards
Catégorie	Financement d'Infrastructure de l'Année - Andes
Prix	Financement d'infrastructure de l'année - Andes

## Eau

Projet	Sabesp
Client	Companhia de Saneamento Básico do Estado de São Paulo (Sabesp)
Pays	Brésil
Publication	Proximo
Catégorie	Eau - Amérique Latine
Prix	Transaction Proximo de l'année 2020 dans les Amériques

## Solaire

Projet	New Juazeiro
Client	Atlas Juazeiro Comercializadora de Energia Ltda.
Pays	Brésil
Publication	Proximo
Catégorie	Solaire - Amérique Latine
Prix	Transaction Proximo de l'année 2020 dans les Amériques

## Renouvelables mixtes

Projet	LD Celulose
Client	LD Celulose S.A.
Pays	Brésil
Publication	The Banker
Catégorie	Amériques : Prêts
Prix	Prix 2021 des transactions de l'année

## Prêts

Projet	LD Celulose
Client	LD Celulose S.A.
Pays	Brésil
Publication	The Banker
Catégorie	Amériques : Prêts
Prix	Prix 2021 des transactions de l'année

## Private equity

Projet	Vinci Impact and Return Fund IV
Client	Vinci Partners
Pays	Brésil
Publication	Environmental Finance
Catégorie	Fonds ESG de Private equity de l'année
Prix	Environmental Finance - Prix 2021 de l'investissement durable

## Secteur manufacturier

Projet	LD Celulose
Client	LD Celulose
Pays	Brésil
Publication	Environmental Finance's IMPACT Awards 2021
Catégorie	Biodiversité et écosystèmes
Prix	Projet/investissement d'impact de l'année : biodiversité et écosystèmes

## Agricultura

Projet	Kahai
Client	Kahai
Pays	Colombie
Publication	Environmental Finance's IMPACT Awards 2021
Catégorie	Agriculture et usage durable de la terre
Prix	Projet/investissement d'impact de l'année : agriculture et usage durable de la terre

## Meilleure transaction multilatérale de l'année 2021

Publication	LatinFinance
Catégorie	Meilleure transaction multilatérale de l'année
Prix	Meilleure transaction multilatérale de l'année

Total: 16

# VERDIR UN GÉANT de la MOBILITÉ



Pour une entreprise qui a commencé avec un seul camion, SIMPAR est allée loin. Les différentes divisions de la holding brésilienne emploient désormais plus de 32 000 personnes et disposent d'une flotte combinée de plus de 150 000 voitures et camions.

SIMPAR ne se contente pas de gérer l'une des plus grandes opérations de location de voitures, de camions et d'équipements lourds d'Amérique latine ; elle possède également une vaste activité logistique au service de plusieurs industries manufacturières clés, une unité spécialisée qui offre des solutions de mobilité et de transport au secteur public, notamment des bus de tourisme et des camions-poubelles, ainsi qu'un réseau de concessionnaires qui vendent des véhicules neufs et d'occasion.

Mais à l'avenir, SIMPAR devra relever un défi de taille : rendre ses activités plus écologiques. Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, le Brésil s'est engagé à réduire considérablement ses émissions de gaz à effet de serre au cours des prochaines décennies. Le secteur des transports, qui dépend fortement des combustibles fossiles, est l'une des principales sources de CO2.

SIMPAR est déterminée à devenir un leader dans la transition vers un avenir plus propre. Au cours des prochaines années, elle investira massivement dans le remplacement des véhicules équipés de moteurs à combustion interne classiques par des véhicules électriques, hybrides et à biocarburant.

Pour soutenir cet effort, BID Invest fournira à l'entreprise brésilienne un montage financier de 270 millions de dollars US, dont 80 millions proviennent de BID Invest elle-même, 40 millions de fonds de donateurs gérés par BID Invest, et un prêt syndiqué de 150 millions accordé par des prêteurs commerciaux. Les ressources de BID Invest comprennent un prêt vert destiné à l'acquisition de véhicules électriques, qui sont encore beaucoup plus chers au Brésil que les voitures et camions conventionnels. SIMPAR continuera également à recevoir une assistance technique pour élaborer un plan d'action à long terme visant à réduire son empreinte carbone.

« Notre participation aux audacieux plans de SIMPAR devrait ouvrir la voie à d'autres prêteurs internationaux pour soutenir des efforts similaires dans notre région », a déclaré Juan Parodi, chef d'équipe du projet BID Invest. « Nous comptons également sur ce projet pour donner l'exemple à d'autres entreprises du secteur des transports afin qu'elles commencent à verdir leurs flottes. »

# *GOVERNANCE INSTITUTIONNELLE*

---

## *Notre mission* .....

BID Invest favorise le développement économique de ses pays membres régionaux en encourageant la création, l'expansion et la modernisation d'entreprises privées de manière à compléter les activités de la BID.

BID Invest a pour objectif d'être la principale institution financière disposant des connaissances et de l'expertise nécessaires pour investir avec un impact positif en Amérique latine et dans les Caraïbes. BID Invest relie ses pays et ses investissements dans le secteur privé aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.



## *Notre mandat*

.....

Guidée par les principes liés au renforcement de l'efficacité du développement, BID Invest contribue au développement et à la maximisation de l'utilisation efficace des ressources et des synergies entre les activités des secteurs public et privé du Groupe de la BID. BID Invest est responsable de toutes les opérations à garanties non souveraines du Groupe de la BID (y compris les opérations non souveraines garanties avec les entreprises publiques).

## *Nos pays membres*

.....

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, République Populaire de Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, République Dominicaine, Équateur, El Salvador, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, République de Corée, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay et République Bolivarienne du Venezuela.



## Notre Conseil des gouverneurs

Tous les pouvoirs de BID Invest sont dévolus à son Conseil des gouverneurs, composé d'un gouverneur et d'un gouverneur suppléant nommés par chaque pays membre. Le Conseil des gouverneurs a délégué au Conseil des administrateurs tous ses pouvoirs, à l'exception de certains pouvoirs réservés aux Gouverneurs en vertu de l'Accord portant sur la création de la Société interaméricaine d'investissement.

## Notre Conseil d'administration

Le Conseil d'administration supervise les opérations de BID Invest et exerce tous les pouvoirs qui lui sont accordés en vertu de l'Accord fondateur de la Société interaméricaine d'investissement, ou qui lui sont délégués par le Conseil des gouverneurs. Les 13 directeurs exécutifs et leurs suppléants ont un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres. Le Conseil d'administration établit la structure organisationnelle de base de BID Invest et approuve le budget de l'institution ainsi que tous les prêts et investissements, à quelques exceptions près, lorsque ce pouvoir a été délégué à la Direction.

## Nos dirigeants

Le Président de la Banque interaméricaine de développement, Mauricio J. Claver-Carone, est le Président de droit du Conseil d'administration de BID Invest.

En tant que Directeur général et PDG de BID Invest, James P. Scriven gère les affaires courantes. Il est responsable de la mise en place de sa structure opérationnelle, de la nomination de ses cadres supérieurs et de son personnel.

## Cadres supérieurs

L'équipe de direction de BID Invest est composée de professionnels issus des pays membres emprunteurs et donateurs du groupe de la BID, dans le respect de l'équilibre entre les sexes. Collectivement, ils s'appuient sur la richesse de leur expérience en matière de développement international, de gouvernement national, de banque commerciale et d'investissement, de gestion des risques et de droit.

En 2021, un changement important a eu lieu au sein de l'équipe de direction. Le Directeur de la stratégie, Orlando Ferreira, a été nommé Directeur Financier. Il a été remplacé à son ancien poste par Alexandre Meira da Rosa, ex-Vice-Président Pays de la BID.

## Personnel

Pour remplir sa mission de développement, BID Invest compte 460 employés répartis dans cinq services. 30 % des employés se trouvent dans 24 des 26 bureaux du Groupe de la BID en Amérique latine et dans les Caraïbes : Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Guyana, Honduras, Haïti, Jamaïque, Mexique, Jamaïque, Paraguay, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay. Le reste du personnel se trouve au siège de BID Invest à Washington, D.C.

## Contacts

### **Argentine et Haïti**

Guillermo Alberto Francos,  
Directeur général  
Santiago Martin Chelala,  
Directeur général suppléant

### **Allemagne, Autriche, Belgique, Chine, Italie et Pays-Bas**

Adolfo di Carluccio, Directeur  
général  
Jing Chen, Directeur général  
suppléant

### **Bahamas, Barbade, Guyane, Jamaïque et Trinité-et-Tobago**

R. Brian Langrin, Directeur  
général

### **Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua**

Edna Gabriela Camacho,  
Directeur général  
Diego Aycinena Abascal,  
Directeur général suppléant

### **Bolivie, Paraguay et Uruguay**

**Germán Hugo Rojas Irigoyen,**  
Directeur général  
Mario Alberto Guillen Suárez,  
Directeur général suppléant

### **Brésil et Suriname**

José Guilherme Almeida dos  
Reis, Directeur général  
Sergio Savino Portugal,  
Directeur général suppléant

### **Canada, Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse**

Harald Tollan, Directeur général  
Eric Daniel Madueño, Directeur  
général suppléant

### **Chili et Colombie**

Matías Acevedo Ferrer,  
Directeur général  
Luis Martín Uribe Vélez,  
Directeur général suppléant

### **Croatie, Israël, Japon, Corée, Portugal, Slovénie et Espagne**

Alberto Nadal, Directeur  
général  
Shigeo Shimizu, Directeur  
général suppléant

### **République dominicaine et Mexique**

Mario Alejandro Gaytán  
González, Directeur général  
Ernesto Alejandro Selman  
Mejía, Directeur général  
suppléant

### **Équateur et Pérou**

Silvio R. Redon, Directeur  
général  
Bernardo Acosta, Directeur  
général suppléant

### **Panama et Venezuela**

Gustavo Tarre Briceño,  
Directeur général  
Carlos Alberto Vallarino Rangel,  
Directeur général suppléant

### **États-Unis d'Amérique**

Vacant

\* as of March 3, 2022



# *ÉTATS FINANCIERS*

---

ANNEXE 1

## Independent Auditors' Report

Board of Governors  
Inter-American Investment Corporation:

### Opinion

We have audited the financial statements of Inter-American Investment Corporation (the Corporation), which comprise the balance sheets as of December 31, 2021 and 2020, and the related income statements and the statements of comprehensive income/(loss), changes in capital, and cash flows for the years then ended, and the related notes to the financial statements.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Corporation as of December 31, 2021 and 2020, and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with U.S. generally accepted accounting principles.

### Basis for Opinion

We conducted our audits in accordance with auditing standards generally accepted in the United States of America (GAAS). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are required to be independent of the Corporation and to meet our other ethical responsibilities, in accordance with the relevant ethical requirements relating to our audits. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

### Responsibilities of Management for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with U.S. generally accepted accounting principles, and for the design, implementation, and maintenance of internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is required to evaluate whether there are conditions or events, considered in the aggregate, that raise substantial doubt about the Corporation's ability to continue as a going concern for one year after the date that the financial statements are available to be issued.

### Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not absolute assurance and therefore is not a guarantee that an audit conducted in accordance with GAAS will always detect a material misstatement when it exists. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control. Misstatements are considered material if there is a substantial likelihood that, individually or in the aggregate, they would influence the judgment made by a reasonable user based on the financial statements.

In performing an audit in accordance with GAAS, we:

- Exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit.
- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, and design and perform audit procedures responsive to those risks. Such procedures include examining, on a test basis, evidence regarding the amounts and disclosures in the financial statements.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Corporation's internal control. Accordingly, no such opinion is expressed.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of significant accounting estimates made by management, as well as evaluate the overall presentation of the financial statements.
- Conclude whether, in our judgment, there are conditions or events, considered in the aggregate, that raise substantial doubt about the Corporation's ability to continue as a going concern for a reasonable period of time.

We are required to communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit, significant audit findings, and certain internal control related matters that we identified during the audit.

### Other Information

Management is responsible for the other information included in the Information Statement of the Inter-American Investment Corporation and the Annual Report as of December 31, 2021. The other information comprises management's description of their business, risk management, administration and governance processes as well as management's discussion and analysis of financial results, but does not include the financial statements and our auditor's report thereon. Our opinion on the financial statements does not cover the other information, and we do not express an opinion or any form of assurance thereon.

In connection with our audits of the financial statements, our responsibility is to read the other information and consider whether a material inconsistency exists between the other information and the financial statements, or the other information otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work performed, we conclude that an uncorrected material misstatement of the other information exists, we are required to describe it in our report.

Washington, District of Columbia  
March 1, 2022

## Financial Highlights

### Selected Financial Data

**Table 1.** Selected Financial Data (expressed in thousands of United States dollars, USD, US\$ or \$).

<i>Income Statement Data</i>	Years ended December 31				
	2017	2018	2019	2020	2021
Total income	\$ 134.229	\$ 170.180	\$ 223.063	\$ 192.668	\$ <b>351.882</b>
Total income, net of borrowing expenses	117.189	143.568	178.493	144.711	<b>288.986</b>
Total operating expenses	(99.619)	(122.471)	(130.265)	(153.175)	<b>(172.455)</b>
Gain/(loss) from changes in fair-value on non-trading portfolios and foreign exchange transactions, net	(16)	2,959	(4,357)	15,352	<b>14,394</b>
Net income	17.554	24.056	43.871	6.888	<b>130.925</b>
<i>Balance Sheet Data</i>					
Liquid assets	\$ 1.192.320	\$ 1.469.446	\$ 1.360.413	\$ 2.120.628	\$ <b>1.957.960</b>
Development related investments	1.013.623	1.756.131	2.543.423	4.357.987	<b>5.585.633</b>
Allowance for credit losses <sup>1</sup>	(49.685)	(65.776)	(97.614)	(181.098)	<b>(201.803)</b>
Development related investments, net	963.938	1.690.355	2.445.809	4.176.889	<b>5.383.830</b>
Nonaccruals	20.943	28.405	31.266	32.377	<b>25.431</b>
Total assets	2.185.395	3.209.253	3.899.824	6.424.312	<b>7.551.424</b>
Borrowings	646.741	1.286.372	1.648.146	3.908.457	<b>4.612.629</b>
Total liabilities	740.815	1.390.003	1.866.762	4.316.098	<b>5.076.650</b>
Paid-in capital	1.283.414	1.622.206	1.832.411	2.017.089	<b>2.228.299</b>
Retained earnings	208.471	235.356	279.227	239.882	<b>370.807</b>
Accumulated other income/(loss) <sup>2</sup>	(47.305)	(38.312)	(78.576)	(148.757)	<b>(124.332)</b>
Total equity	1.444.580	1.819.250	2.033.062	2.108.214	<b>2.474.774</b>
<i>Ratios</i>					
Return on average assets (ROA)	0.8 %	0.9 %	1.2 %	0.1 %	<b>1.9 %</b>
Return on average equity (ROE)	1.4 %	1.5 %	2.3 %	0.3 %	<b>5.7 %</b>
Leverage ratio	0.45	0.72	0.83	1.90	<b>1.92</b>
Equity to total assets	66.1 %	56.7 %	52.1 %	32.8 %	<b>32.8 %</b>
Liquidity to total assets	54.6 %	45.8 %	34.9 %	33.0 %	<b>25.9 %</b>
Liquidity to debt	184.4 %	114.2 %	82.5 %	54.3 %	<b>42.4 %</b>
Nonaccruals as a percentage of the total development related debt investments	2.2 %	1.7 %	1.3 %	0.8 %	<b>0.5 %</b>
Allowance for credit losses to development related debt investments <sup>3</sup>	5.2 %	4.4 %	4.8 %	4.8 %	<b>4.3 %</b>

#### Notes:

<sup>1</sup>On January 1, 2020, IDB Invest adopted the current expected credit loss (CECL) model. This concept applies to the development related debt investments portfolio (includes loans and debt securities). Prior to 2020, the allowance for credit losses applied to loans only.

<sup>2</sup>Includes recognition of net actuarial losses and prior service credit on IDB Invest's Pension Plans and Postretirement Benefit Plan and net fair value adjustments on borrowings attributable to changes in instrument-specific credit risk.

<sup>3</sup>On January 1, 2020, IDB Invest adopted the current expected credit loss (CECL) model. This ratio is related to development related assets only, and does not consider the liability for undisbursed commitments and financial guarantees. Prior to 2020, this ratio was defined as Allowance for loan losses as a percentage of Loan portfolio.

#### Definitions:

**ROA:** Net income annualized for the previous twelve months divided by the average of current and previous year's Total assets.

**ROE:** Net income annualized for the previous twelve months divided by the average of current and previous year's Total capital.

**Leverage ratio:** Borrowings plus Guarantees outstanding divided by Total capital (Expressed in units).

**Equity to total assets:** Equity divided by Total assets.

**Liquidity to total assets:** Liquid assets divided by Total assets.

**Liquidity to debt:** Liquid assets divided by Borrowings.

**Nonaccruals as a percentage of the total development related debt investments:** Total loans and debt securities in nonaccrual status divided by the Total development related debt investments portfolio (disbursed loans and debt securities outstanding at cost).

**Allowance for credit losses to development related investments:** Allowance for credit losses divided by development related loans and debt securities at amortized cost.

## Financial Results

In 2021, IDB Invest marked its sixth year of consecutive profits since the IDBG Private Sector Reform with net income of \$130.9 million in 2021 compared to \$6.9 million in 2020. Net income increased \$124.0 million compared to the prior year mainly driven by portfolio growth and a decrease in the provision for credit losses of \$106.0 million (\$5.7 million in 2021, compared to \$111.8 million in 2020). The lower provision for credit losses in 2021 was primarily attributable to an improvement in credit ratings and in expected future global macroeconomic conditions. The higher provision for credit losses in 2020 was mainly attributable to the adoption of the current expected credit losses (CECL) methodology and the global crisis triggered by the COVID-19 pandemic.

Total income/(expense) from development related investments, liquid assets and other income, net of borrowings expense<sup>1</sup>, amounted to \$289.0 million in 2021 as compared to \$144.7 million in 2020. This increase was primarily driven by the overall increase in the development related investments portfolio income, and a decrease in the provision for credit losses as indicated above, partially offset by a decrease in gains from liquid assets and an increase in borrowing expenses. Interest and other income from development related debt investments (includes loans and debt securities) grew by \$24.1 million as a result of growth in the outstanding portfolio despite a lower global interest rate environment. Gains on equity investments increased by \$45.9 million at the end of 2021 compared to the end of 2020, driven by fair value changes on an overall higher portfolio. Also, the decrease in the provision for expected credit losses of \$106.0 million as detailed above contributed to the improved net income results at the end of 2021 compared to the end of 2020. Gain from liquid assets, net, decreased \$14.1 million and Borrowings expenses increased by \$14.9 million, mainly due to higher interest expenses on an 80.0% higher average borrowings outstanding than in 2020. This increase was driven by bond issuances under IDB Invest's Euro Medium Term Note Program and Australian Debt Issuance Program in addition to local currency borrowings. These factors explain the increase of \$144.3 million in Total income/(expense) from development related investments, liquid assets and other income, net of borrowings expense as compared to the prior year.

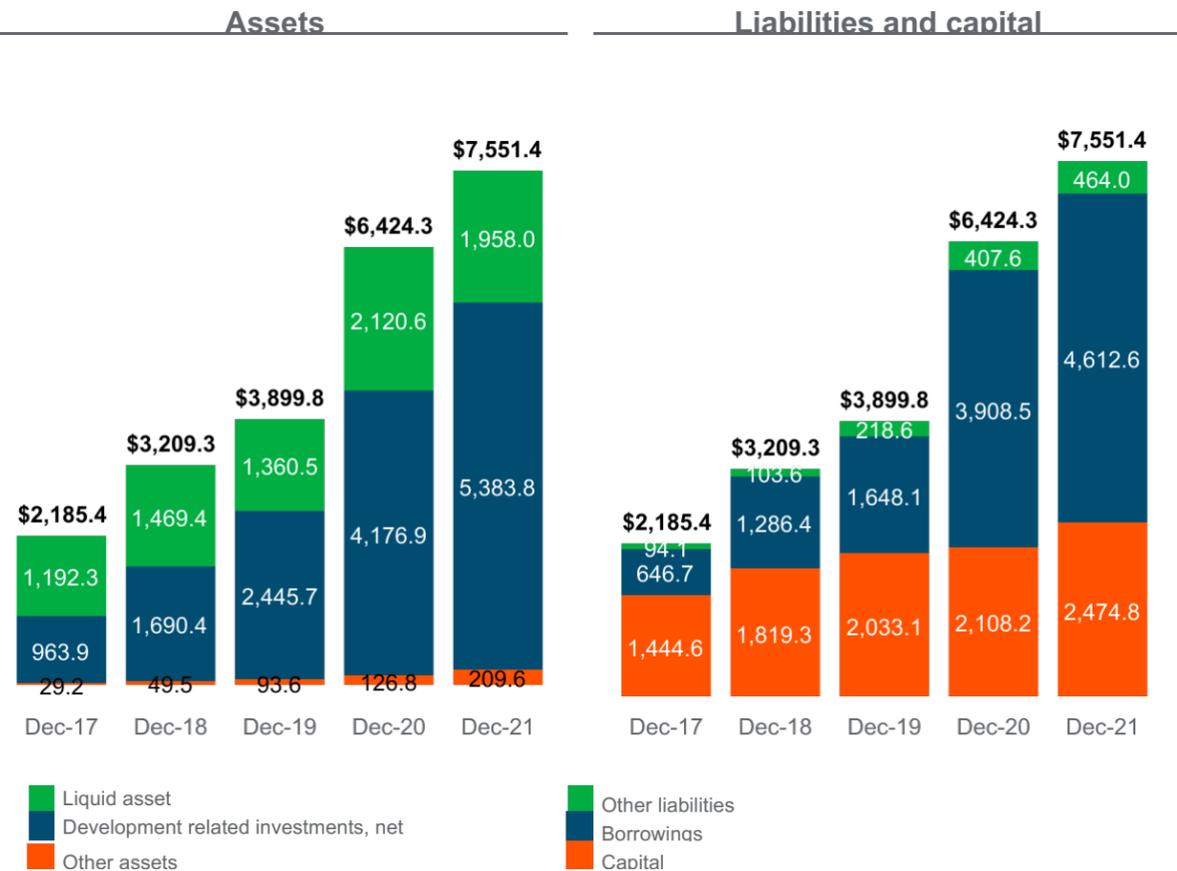
<sup>1</sup> References to captions of IDB Invest's financial statements are identified by the name of the caption beginning with a capital letter every time they appear herein.

Administrative expenses increased 12.5% from \$147.2 million at the end of 2020 to \$165.6 million at the end of 2021, primarily due to higher pension costs driven by historically low discount rates. Remaining workforce costs remained stable, despite considerable disruptions to daily activities introduced by the COVID-19 pandemic. IDB Invest continued to strengthen its operational platform to deliver business operations in a more complex environment as well as drive initiatives to support the optimization of organizational processes with a combination of innovative technologies and system improvements to achieve greater efficiencies and synergies.

### Development Related Activities

IDB Invest continued to expand its financial product solutions to meet client demands and respond to the economic strain caused by the COVID-19 pandemic, including development of new financial instruments and mobilization products, growth of supply chain finance products, and continued expansion of local currency financing. In 2021, IDB Invest also emerged as an innovator in the thematic bonds market with the issuance of its first sustainable bond under its Sustainable Debt Framework to further deepen capital markets in the Region.

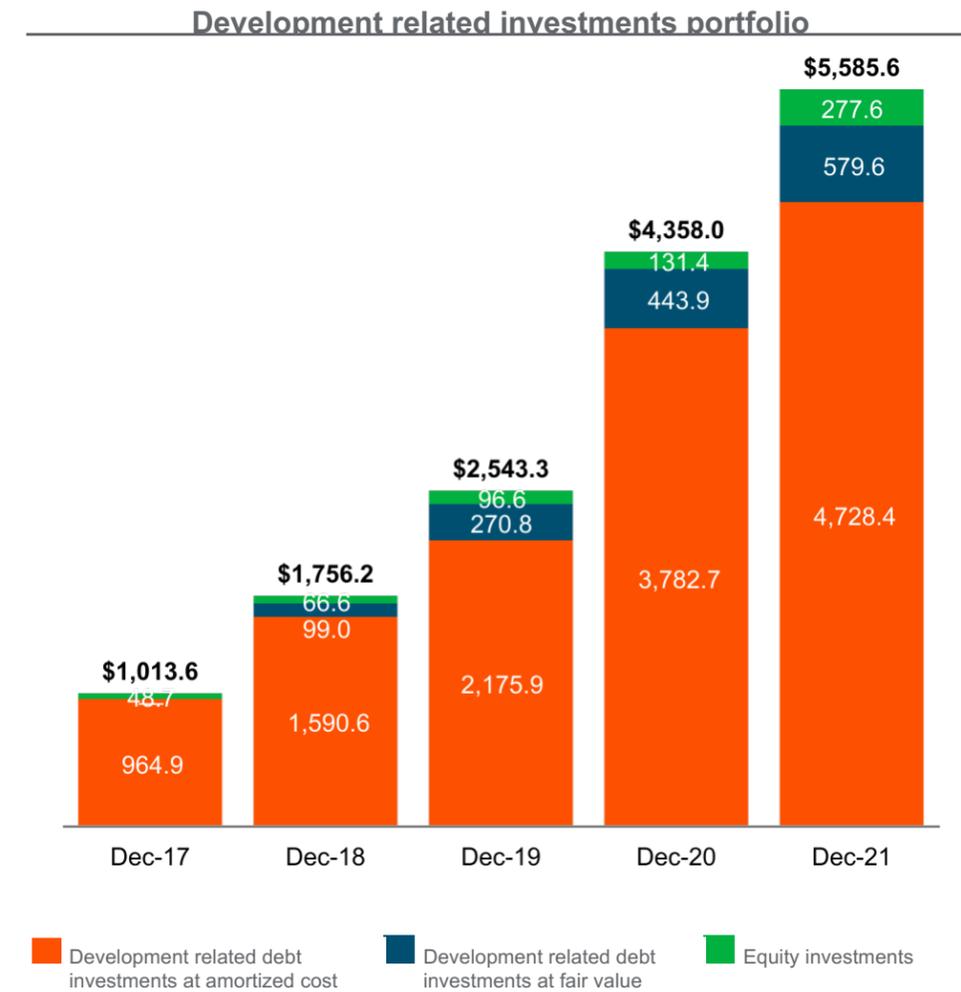
**Graph 1.** IDB Invest's Balance sheets by components (in US\$ million).



Unaudited supplemental information - see accompanying accountants' report

IDB Invest's gross development related investments, comprised of loans, debt securities and equity investments (excluding guarantees), increased approximately 28.2% from \$4,358.0 million as of December 31, 2020, to \$5,585.6 million as of December 31, 2021. To complement the growth in the development related debt investments portfolio, equity investments grew 111.3% in 2021 in comparison to 35.9% in 2020 to support the recovery in the Region. In addition, undisbursed commitments toward development related investments as of December 31, 2021, were \$2,005.8 million, or 53.8% higher than \$1,304.1 million as of December 31, 2020.

**Graph 2.** IDB Invest's gross Development related investments portfolio (in US\$ million).



### Asset Quality

IDB Invest's gross development related investments portfolio continued to grow in 2021 while maintaining a consistent level of portfolio credit quality relative to 2020. The allowance for credit losses as a percentage of

Unaudited supplemental information - see accompanying accountants' report

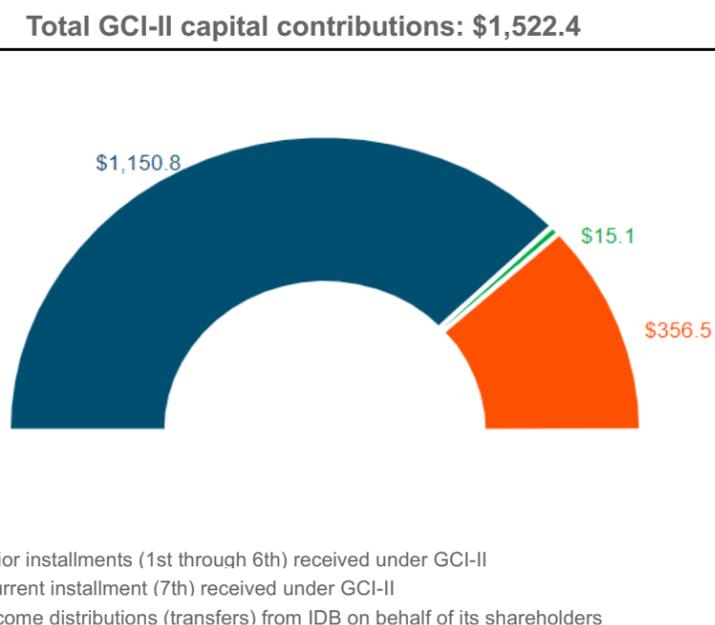
development related debt investments outstanding decreased compared to the end of 2020 (4.3% at the end of 2021 vs. 4.8% at the end of 2020).

Further, despite the Region facing the continued challenges of the COVID-19 pandemic, nonaccruals decreased to \$25.4 million at the end of 2021 from \$32.4 million at the end of 2020, and nonaccruals as a percentage of the total development related debt investments portfolio improved to 0.5% at the end of 2021 from 0.8% at the end of 2020 demonstrating the continued health of the portfolio and the limited impact to date of the COVID-19 pandemic on the portfolio.

### Liquidity and Capital Resources

IDB Invest's total capital increased by 17.4% from \$2,108.2 million as of the end of 2020 to \$2,474.8 million as of the end of 2021. This increase was the result of \$211.2 million in capital contributions received in 2021, \$130.9 million of net income, and other comprehensive income of \$24.4 million, which was composed of unrealized gains on pension obligations due to an increase in discount rates partially offset by unrealized losses in the fair value of borrowings resulting from changes in IDB Invest's own credit risk spread. As of December 31, 2021, IDB Invest has received \$1,522.4 million in total capital contributions under GCI-II and expects to receive approximately \$530.0 million under the remaining installments through 2025, demonstrating continued shareholder support.

**Graph 3.** Capital contributions (in US\$ million as of December 31, 2021).



Unaudited supplemental information - see accompanying accountants' report

IDB Invest operates under a robust financial risk management framework. IDB Invest's solvency and liquidity ratios remained within established thresholds in 2021 despite the continued challenges triggered by the COVID-19 pandemic. Specifically, IDB Invest's capital adequacy ratio, liquidity coverage ratio and leverage ratio remained fully in compliance with financial risk management policies and targets.

IDB Invest's Equity to total assets ratio remained constant at 32.8% at the end of 2021 compared to 32.8% at the end of 2020 as a result of the aforementioned portfolio growth. IDB Invest's Liquidity to total assets ratio was 25.9% in 2021 (33.0% in 2020) and the Liquidity to debt ratio was 42.4% in 2021 (54.3% in 2020). The leverage ratio increased slightly to 1.92 at the end of 2021 compared to 1.90 at the end of 2020 as a result of increased funding from the capital markets.

### Pension Plans and Postretirement Benefits Plan

The volatility in the equity and credit markets affects the funded status of the Pension Plans and Postretirement Benefits Plan (PRBP). IDB Invest's Pension Plans are 70.4% funded and the Post Retirement Benefit Plan is 91.1% funded as of December 31, 2021. The funded status of the Pension Plans decreased by \$3.1 million and the PRBP increased by \$16.2 million from 2020. The changes to the funded status of the Pension Plans and PRBP were positively driven by an increase in asset returns and an increase in the discount rates of 34 bps and 31 bps, respectively, that were partially offset by an increase in the inflation rates of 43 bps impacting both the Pension Plans and the PRBP. Overall, the Pension Plans and PRBP benefited from an improvement to recent historically low discount rates combined with a continued recovery in asset values from the economic impacts of the COVID-19 pandemic on financial markets. IDB Invest, in coordination with the IDB, actively monitors management strategies to address the short-term and long-term performance of the Pension Plans and PRBP. For further information, refer to Note 14 – Pension and Postretirement Benefit Plans of the financial statements.

Unaudited supplemental information - see accompanying accountants' report

# POLITIQUE D'ACCÈS à L'INFORMATION (PAI)

## ANNEXE 2.

### I. Règles et gouvernance :

La Politique d'accès à l'information est entrée en vigueur le 1er janvier 2020. En 2021, la deuxième année de sa mise en œuvre, la direction a adopté un règlement interne pour guider les employés dans les procédures de conformité de la politique et fournir des outils utiles pour une mise en œuvre efficace. Le guide de classification des documents a été mis à jour et approuvé par le Comité d'administration, tandis que plusieurs protocoles concernant différents secteurs du Groupe de la BID ont été discutés.

### II. Divulgence proactive :

La divulgation proactive a été affinée en 2021, augmentant la quantité et la qualité des informations divulguées, y compris une plus ample divulgation des dossiers du Conseil d'administration.

De la même façon, BID Invest s'est efforcé d'accroître la transparence en divulguant de manière proactive des informations dans le cadre de l'Initiative pour la transparence de l'aide internationale (International Aid Transparency Initiative - IATI). Cette initiative a permis d'élaborer une norme commune pour fournir des informations, les regrouper et les proposer via divers outils en ligne et plates-formes de visualisation. Tout cela rend les données plus rapidement disponibles et ouvertes, davantage complètes et comparables.

### II. Demandes d'information :

Cette politique permet au public de demander des informations à BID Invest via le Centre de transparence (Transparency Hub). Lorsqu'une requête est refusée par l'institution, le demandeur a le droit de solliciter une révision, d'abord par le Comité d'administration, puis en seconde instance par un panel externe.

### A) Centre de transparence :

Le Centre de Transparence a reçu 396 demandes d'informations externes en 2021, dont 128 ont nécessité des actions internes de recherche, divulgation ou refus d'informations. Le délai moyen de réponse aux demandes d'information était de 17 jours.

Les informations les plus demandées ont été les requêtes sur les projets (62,66% des), suivies des informations institutionnelles (15,09%) et des informations environnementales et sociales (11,25%). La plupart des demandes provenaient du secteur privé (41,43%), des particuliers (26,34%) et du milieu universitaire (19,69%). Le plus grand nombre de demandes provenait de la Colombie (11,26 %), des États-Unis (11,26 %), du Mexique (9,12 %) et du Brésil (8,85 %).

### B) Demande de révision

En 2021, BID Invest a émis 10 refus d'information sur la base d'exceptions incluses dans la politique d'accès à l'information. BID Invest a reçu une demande de révision en première instance devant le Comité d'administration et une demande de révision en seconde instance devant le panel externe de politique d'accès à l'information.

L'affaire portée devant le Comité d'administration concernait une demande de divulgation des termes de référence utilisés pour préparer la Note sur les bonnes pratiques de BID Invest pour le secteur privé : Aborder les risques de représailles contre les acteurs du projet. Le Comité d'administration a renversé la décision de la direction et ordonné que le document demandé soit mis à la disposition du public.

L'affaire portée devant le panel externe faisait référence à des informations spécifiques liées au projet Hidroituango. L'affaire a été classée à la suite de la décision finale du panel externe de maintenir le verdict du Comité d'administration confirmant le refus initial d'accès aux informations de la direction. Les décisions du Comité d'administration et du panel externe sont accessibles au public sur le site externe de BID Invest.

### IV. Technologie et formation :

BID Invest a affiné et mis à jour les systèmes de mise en œuvre de cette politique pour intégrer les améliorations et les leçons apprises lors de l'application, qui se poursuivra tout au long de 2022.

Une formation interne sur l'outil de divulgation de cette politique a été mise en place pour la diffusion d'informations liées aux projets. En outre, une formation sur le système de demande d'informations a été élaborée et sera mise en œuvre au premier semestre 2022.

# DIVULGATIONS

## du TCFD

### ANNEXE 3

BID Invest a annoncé son soutien aux recommandations du Groupe de Travail pour la divulgation des données financières liées au climat (Task Force for Climate-related Financial Disclosures - TCFD, pour se sigles en anglais) en novembre 2019, reconnaissant le risque que le changement climatique fait peser sur les portefeuilles d'investissement et sur le système financier mondial dans son ensemble. Depuis lors, les recommandations ont fourni un cadre pour guider la progression de BID Invest en tant qu'institution de financement du développement consciente du facteur climat. Ce rapport marque la troisième divulgation consécutive du groupe de travail TCFD de BID Invest. Les faits marquants de l'exercice 2021 sont décrits au début de chaque section.

#### Gouvernance

##### Faits marquants en 2021 :

- Un nouveau Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la BID (2021-2025) plus ambitieux.
- Concentration de l'expertise climat au sein de la Direction de la stratégie et du développement, consolidant le thème du climat comme l'une des cinq priorités stratégiques de l'institution.
- Formation du Conseil d'administration sur le risque climatique, le TCFD, et l'alignement sur l'Accord de Paris.

#### Surveillance par le Conseil des risques et opportunités liés au climat

Le Conseil d'administration de BID Invest (le « Conseil ») est composé de 13 directeurs représentant les 47 pays membres. Ces membres comprennent 26 pays en voie de développement de la région, tous situés en ALC, et 21 autres pays membres. Le Conseil d'administration assure la surveillance des risques et opportunités

liés au climat par le biais des moyens, documents et procédures suivants :

#### Documents de politique et de stratégie :

- Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la BID 2021-25 Mise à jour de la Stratégie Institutionnelle BID 2021-25
- Vision 2025. Réinvestir dans les Amériques : une décennie d'opportunité
- Cadre de Résultats Institutionnels du Groupe de la BID 2020-2023
- Cadre de la Politique de Durabilité de BID Invest, y compris la Politique de Durabilité Environnementale et Sociale, le Manuel de mise en œuvre et la Liste d'exclusion environnementale et sociale.
- Business Plan de BID Invest 2020-2022

#### Activités du Conseil d'administration :

- Le Conseil d'administration reçoit des mises à jour trimestrielles sur le climat, y compris sur la stratégie, la gestion des risques et les mesures.
- Le Conseil d'administration surveille le Cadre des Résultats institutionnels, qui comprend les objectifs de risque climatique et de financement climatique.
- Le Conseil d'administration approuve les propositions d'investissement qui incluent des informations importantes sur les risques et opportunités climatiques, à quelques exceptions près lorsque ce pouvoir a été délégué à la direction.
- Le Conseil d'administration reçoit des informations techniques, y compris sur les activités, les risques et les opportunités climatiques de BID Invest.

#### Renforcement des capacités/formation :

- Le Conseil d'administration a renforcé sa capacité sur les questions liées au climat grâce à une formation dispensée par le personnel du Groupe de la BID et des experts externes en 2021. La formation a abordé les risques liés au climat en relation avec le secteur financier en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ainsi que sur le TCFD et sur l'alignement des flux financiers avec les engagements de l'Accord de Paris.

## Rôle de la direction et des comités de gestion

La direction de BID Invest est chargée de surveiller les risques liés au climat ainsi que la bonne exploitation des opportunités. En avril 2021, les secteurs des Services de Conseil (qui englobent l'équipe travaillant sur le changement climatique) et de la Gouvernance Environnementale, Sociale et d'Entreprise – SEG (pour ses sigles en anglais ; inclut le risque climatique) ont été rattachés au Service de la Stratégie et du Développement (DSP, pour ses sigles en anglais), sous la direction du Directeur de la Stratégie, créant ainsi un pôle de développement durable au sein de l'organisation. Le DSP regroupe actuellement toute l'expertise liée au climat et ancre ainsi le climat comme l'une des cinq priorités stratégiques de l'institution. Le fait que ces équipes relèvent du même service, de même que les divisions de l'Efficacité du Développement et de la Planification Stratégique et des Connaissances, permet d'établir une relation plus fluide entre les risques et les possibilités au sein de l'institution. Parallèlement, BID Invest a renforcé sa capacité interne de gestion du risque climatique en créant un nouveau secteur fonctionnel au sein du Service de Gestion des Risques, l'équipe Risques Environnementaux et Sociaux. Son but est de se concentrer sur la gestion des risques au niveau du portefeuille, sur la conformité et sur la sensibilisation à ce risque en interne. Cette équipe a pour mandat d'agir en tant que guide pour les risques environnementaux et sociaux au niveau institutionnel afin de renforcer l'apprentissage, l'impact et la conformité au sein de BID Invest.

## Opérations et engagements

- Le Responsable du changement climatique informe régulièrement la direction de la mise en œuvre de la stratégie et des résultats en matière de changement climatique.
- Au cours de 2021, la direction a surveillé de près les progrès en direction de l'objectif de financement climatique (opportunités liées au climat).
- Lors de la COP26, la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques (en novembre 2021), le Président du Groupe de la BID a annoncé un objectif visant à aligner 100 % des nouveaux prêts et projets sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le Climat d'ici 2023. L'alignement exige que le travail du Groupe de la BID soit cohérent avec les objectifs de développement durable lié au climat d'une part et les objectifs zéro émission nette d'un pays d'autre part. Ce travail doit également être compatible avec l'objectif global de décarbonisation à long terme de l'Accord de Paris. Durant la COP26, les banques multilatérales de développement, guidées par l'initiative du Groupe de la BID, se sont également engagées à intégrer la nature dans leurs politiques et à stimuler considérablement le financement

de la nature pour les pays membres. La déclaration conjointe des BMD intitulée « La Nature, les humains et la planète » s'engage à soutenir les pays pour définir et mettre en œuvre des stratégies durables ( Déclaration Conjointe des MDB sur le Climat).

## Comités

- Le Comité de supervision des portefeuilles (présidé par le Directeur du risque), se réunit tous les trimestres pour évaluer et discuter le portefeuille de BID Invest. Cela inclut une carte avec l'exposition du portefeuille au risque physique et au risque de transition, en dollars et en nombre de projets, sur la base d'examens effectués par le Service de Gouvernance Environnementale, Sociale et Institutionnelle.
- Un groupe de travail transversal, composé de cadres moyens nommés à ce poste, se réunit tous les mois pour diriger l'inclusion des risques et opportunités liés au climat à travers l'organisation. Ce groupe a pour mandat de superviser, gérer et coordonner le processus d'alignement du TCFD de BID Invest, ce qui englobe la Divulgence annuelle du TCFD.

## Stratégie

### Faits marquants en 2021 :

- Annonce de l'alignement de toutes les opérations sur les objectifs de faible émission de carbone et de durabilité de l'Accord de Paris d'ici 2023.
- Création continue de solutions innovantes pour le climat, dont l'émission de la première obligation bleue pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et la souscription de la première obligation liée à la durabilité en Colombie.
- Mise à l'essai d'une tarification parallèle du carbone pour évaluer la viabilité des transactions dans un monde à faibles émissions de carbone.

## Changement climatique et stratégie commerciale

Conformément aux engagements de BID Invest de lutter contre le changement climatique, le cadre de la Politique de durabilité intègre une liste d'exclusion rigoureuse. Pour être précis, cette liste empêche BID Invest de s'engager dans des investissements liés à l'extraction du charbon thermique, la production d'électricité à partir du charbon, et les projets d'exploration et de développement de pétrole et gaz en amont . La liste d'exclusion concerne non seulement les investissements directs mais aussi les investissements indirects effectués au travers d'intermédiaires financiers,

pour lesquels la liste d'exclusion fait partie de l'accord juridique avec BID Invest. Alors que BID Invest reconnaît le compromis potentiel entre le développement économique à court terme et la réduction de la pauvreté d'une part, et l'exclusion du financement pétrolier et gazier d'autre part, 2022 sera une année clé pour définir les concepts d'une transition juste dans le cadre de l'alignement avec l'Accord de Paris.

L'action climatique est un pilier central de la stratégie de BID Invest et du Groupe de la BID dans son ensemble. Lors de la conférence sur le climat de la COP26, le Groupe de la BID a annoncé un changement stratégique pour aligner 100 % des projets et des opérations sur les objectifs de faible émission de carbone et de durabilité de l'Accord de Paris d'ici 2023. Le groupe de la BID cherche à multiplier par deux son engagement et les financements existants pour faire face à la crise climatique. Cette évolution vers un alignement à 100% des opérations sur l'Accord de Paris aura un impact sur les projets de BID Invest et nécessitera un changement dans les activités, la stratégie globale et la planification financière de l'organisation. Alors que toutes les opérations de BID Invest contribueront à une baisse de 2 degrés de la température mondiale d'ici 2023, BID Invest continue d'évaluer les risques physiques dans des scénarios climatiques plus pessimistes et évalue la résilience et l'adaptation des projets par rapport aux conditions habituelles.

BID Invest poursuivra son effort en développant son portefeuille de projets « alignés sur Paris » au cours de l'exercice 2022 (pour leur mise en place à partir de l'exercice de 2023). Pour ce faire, BID Invest va :

- Former des experts du climat pour évaluer l'alignement des opérations sur l'Accord de Paris, ainsi que pour renforcer les capacités de base dans l'ensemble de l'organisation ;
- Former des agents d'investissement et leur fournir des conseils pour ne rechercher que des pistes de projets alignés ou susceptibles d'être alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris
- Élaborer des lignes directrices sectorielles à part entière qui fournissent des critères d'évaluation permettant de déterminer si un projet peut être considéré comme aligné sur Paris ou non. Ces guides devraient couvrir, entre autres : divers instruments financiers et l'utilisation des recettes, l'alignement sur les directives sectorielles nationales et mondiales/régionales, les évaluations des risques de verrouillage carbone et d'actifs bloqués, ainsi que la sensibilité physique au facteur climatique. Ces lignes directrices seront basées sur la méthodologie d'Alignement Conjoint BMD Paris, dont BID Invest est un contributeur ;

- Offrir des solutions de conseil aux clients pour les aider à accroître leur ambition climatique et leur proposer une approche qui leur permette d'aligner leurs opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Pour compléter les efforts d'alignement sur l'Accord de Paris, BID Invest a réalisé un projet pilote de tarification parallèle du carbone. L'objectif est d'évaluer la viabilité économique des projets qui émettent plus de 25 000 tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (CO2e) par an dans un monde à faible émission de carbone, en imitant un prix du carbone pour le projet analysé. Ce projet pilote s'est accompagné du développement d'une méthodologie interne sur la tarification parallèle du carbone, permettant à BID Invest d'appliquer une mesure monétaire des émissions et des réductions d'émissions. En parallèle, BID Invest a lancé le développement d'un outil intégré d'estimation et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) à intégrer dans son logiciel de gestion des transactions, permettant une plus grande efficacité, transparence et précision des processus des émissions financées. Le système devrait être opérationnel au cours de l'exercice 2022, élargissant ainsi la capacité de surveillance et de déclaration des émissions de GES financées. Les points à retenir pour la tarification parallèle du carbone et l'Alignement sur Paris sont qu'il est nécessaire de collecter davantage de données et/ou de fournir des estimations là où aucune donnée n'est disponible.

Enfin, le groupe de travail TCFD recommande d'identifier les définitions de l'organisation pour le court, moyen et long terme aux fins d'évaluation des risques climatiques. Pour plus de précisions, BID Invest définit le court terme comme inférieur à 1 an, le moyen terme de 1 à 5 ans, et le long terme supérieur à 5 ans (le but étant un futur à émissions zéro net d'ici 2050). Ces délais sont pertinents pour les évaluations des risques climatiques au niveau des portefeuilles.

#### Opportunités liées au climat

La transition vers des activités alignées sur Paris positionne BID Invest pour débloquer de nouveaux secteurs et mécanismes de finance durable. BID Invest dispose de la stratégie d'opportunité climatique "Investir dans l'Inversion" à trois volets, qui soutient les clients grâce à des solutions financières et non financières pour une reprise durable et inclusive :

1. Promouvoir un secteur financier durable ;
2. Mobiliser des ressources pour des projets durables ;
3. Intégrer la résilience pour des investissements intelligents.

En 2021, BID Invest :

- A établi un Cadre d'emprunt durable conforme aux Principes des obligations vertes et aux Principes des obligations sociales publiés par l'Association internationale des marchés de capitaux pour émettre des obligations vertes, bleues, sociales et durables.
- A émis la totalité de son programme de financement (composé de six obligations d'un montant total de 1,6 milliards de dollars US) dans ce cadre, y compris une obligation d'emprunt durable de 1 milliard de dollars US pour financer des projets verts et sociaux éligibles et deux obligations vertes d'un montant total de 149 millions de dollars US pour des projets de transition et de décarbonisation.
- A innové sur le marché en publiant un document de référence novateur qui élargit les possibilités de financement bleu à divers secteurs et augmente ou complète le financement climatique en mettant l'accent sur l'eau, la protection et la restauration de la biodiversité et les investissements dans l'économie circulaire.
- A émis la première obligation bleue en Amérique Latine et Caraïbes à hauteur de 50 millions de dollars australiens, dont le produit servira principalement à élargir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- A renforcé l'ambition climatique de ses clients en leur apportant un soutien technique non financier. De plus, les Services de conseil de BID Invest ont constamment étoffé leur offre avec de nouveaux produits et cadres sur le marché (comme le soutien aux clients dans la mise en œuvre d'une stratégie de carboneutralité et les recommandations du TCFD, entre autres).
- Enfin, le Groupe de la BID a annoncé le Fonds de bioéconomie de l'Amazonie d'un montant de 600 millions de dollars US, pour mobiliser des investissements en faveur de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques dans le bassin amazonien. Le projet soutient des bio-entreprises innovantes qui cherchent à conserver les écosystèmes et la biodiversité amazoniennes, à stimuler la résilience climatique et à améliorer les moyens de subsistance locaux dans les pays amazoniens.

Gestion du risque

Faits marquants en 2021 :

- Réalisation d'une analyse pilote des portefeuilles de l'agriculture et de l'énergie pour déterminer le risque physique.

- Cartographie du risque de transition par secteur pour le portefeuille actif lié au développement. Nous poursuivons l'intégration de la méthodologie d'évaluation des risques climatiques pour les projets d'investissement direct.

Méthodologie d'évaluation des risques climatiques

Sur la base de ses engagements liés au climat et aux catastrophes naturelles dans sa Politique de durabilité environnementale et sociale, BID Invest a appliqué une méthodologie d'Évaluation des risques climatiques (ERC) à ses investissements directs. L'ERC a pour objectif de cerner et d'analyser les risques de catastrophes naturelles et les risques physiques, ainsi que les risques liés à la transition carbone (dans le cadre d'un processus en deux outils pour l'évaluation des transactions). À la fin de 2021, BID Invest avait examiné 64 transactions en analysant l'exposition aux risques physiques et de transition avec ces deux outils respectifs dans le cadre de la due diligence environnementale et sociale, résumée dans un rapport d'examen préalable des risques climatiques.

Identification et évaluation des risques physiques

Pour les risques physiques et les risques de catastrophes naturelles, BID Invest utilise un système d'information géographique qui examine les emplacements des actifs selon plus de 20 niveaux de dangers aigus et chroniques. Parmi ceux-ci se trouvent l'exposition aux vagues de chaleur, les changements dans les schémas de précipitations, les inondations fluviales et les ouragans. Cela permet de corroborer les renseignements fournis par les clients et de les comparer aux tendances historiques ainsi qu'aux expositions selon divers modèles et scénarios climatiques.

Au-delà de cet outil d'examen, BID Invest a développé des outils sectoriels pour analyser les expositions physiques et les vulnérabilités spécifiques aux sites et aux projets. Un outil pour le secteur agro-industriel – AGRIADAPT – ainsi qu'un outil pour les ports – RAPRI – sont actuellement mis à l'essai. Sur la base des travaux du RAPRI, BID Invest a publié en septembre 2021 Risques climatiques et ports : Guide pratique pour renforcer la résilience à l'intention des promoteurs et des opérateurs portuaires. Au cas échéant, et conformément à sa Politique de durabilité, BID Invest peut également exiger ou recommander des mesures de gestion des risques climatiques aux clients dans le cadre du Plan d'action environnemental et social.

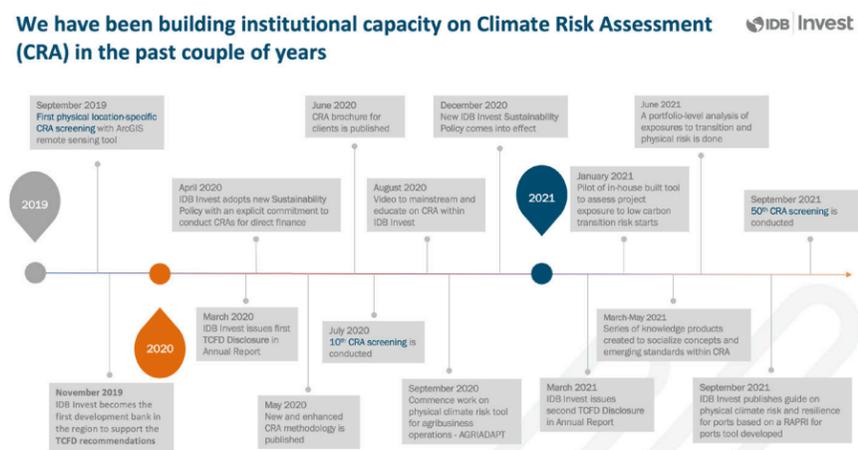
Identification et évaluation des risques de transition

BID Invest utilise un outil d'examen des risques de transition semi-automatisé qui classe les transactions en fonction de leur exposition au risque de transition (faible, moyen ou élevé). La notation est

fondée principalement sur le secteur d'activité et l'emplacement du projet ; elle tient également compte d'autres facteurs comme l'exposition à la chaîne d'approvisionnement. Le rapport fournit aussi des détails qualitatifs sur le profil de risque de transition du projet à l'équipe de transaction. Cela comprend des renseignements sur la Contribution Déterminée à l'Échelle Nationale (CDN) et la législation climatique du pays, ainsi que des renseignements sur des enjeux propres au secteur, comme l'importance relative des émissions de GES et les leviers et défis de la décarbonisation. Pour les projets à exposition moyenne ou élevée, une analyse plus approfondie -qui prend également en compte les émissions de GES- éclaire sur le risque de transition carbone. S'il y a lieu, les estimations des émissions de GES sont publiées dans le Résumé du Rapport environnemental et social de la transaction.

baseia, sobretudo, no setor e localização do projeto e considera outros fatores como a exposição da cadeia produtiva. O relatório resultante também oferece detalhes qualitativos sobre o perfil do risco de transição do projeto para a equipe da transação. Destacam-se informações sobre a Contribuição Nacionalmente Determinada (NDC, na sigla em inglês) e a legislação climática do país, bem como informações sobre questões específicas do setor, como a materialidade das emissões de GEE por escopo e as alavancas e desafios da descarbonização. No caso dos projetos com exposição média ou alta, uma análise mais profunda, também relacionada às emissões de GEE, lança mais luz sobre o risco de transição do carbono. Conforme o caso, as estimativas de emissão de GEE são disponibilizadas no Resumo da Revisão Ambiental e Social da transação divulgado ao público.

Figure 1 : Historique de l'ERC



## Exposition des portefeuilles

Au-delà de l'examen préalable des projets, BID Invest a mené en 2021 une analyse pilote de l'exposition du portefeuille aux risques physiques et de transition. L'objectif de ce projet pilote était d'identifier d'éventuels clusters d'exposition et de recueillir des renseignements dans les portefeuilles actifs qui avaient été approuvés avant que l'ERC ne soit opérationnelle.

### Analyse du portefeuille face aux risques physiques

L'Amérique latine et les Caraïbes sont particulièrement exposées aux risques physiques, dont beaucoup sont exacerbés par le changement climatique. Le projet pilote a porté sur les portefeuilles actifs de l'énergie et de l'agro-industrie en tenant compte des données historiques et de l'exposition aux risques dans le cadre de deux scénarios comportant différents niveaux d'augmentation des émissions (les voies de concentration représentatives (VCR) à 4,5 et 8,5 vers la fin du siècle selon le Panel intergouvernemental du changement climatique). Le résultat de l'analyse reflète la forte exposition de la région, car la plupart des projets agroalimentaires et énergétiques sont exposés à au moins un et souvent plusieurs risques physiques.

Dans les scénarios qui prennent en compte le changement climatique pour les prochaines décennies, cette exposition augmente. À titre d'exemple, la quasi-totalité du portefeuille agroalimentaire et énergétique est exposée aux sécheresses dans le cadre d'un scénario climatique pessimiste (VCR 8,5). Bien que l'exposition n'indique pas si le projet spécifique est effectivement vulnérable au danger en question, cette constatation souligne l'importance de la mission de BID Invest d'aider ses clients à s'adapter à un climat changeant, à renforcer leur résilience et leur capacité à atténuer les risques climatiques physiques conformément à ses politiques. Il est important de noter que BID Invest n'exclura pas le financement de projets qui sont vulnérables au changement climatique, mais offrira plutôt une approche dynamique pour accroître la capacité d'adaptation et la résilience face au changement climatique.

### Analyse du portefeuille face au risque de transition

Comme première étape vers l'analyse du risque de transition du portefeuille, BID Invest a créé une carte thermique du portefeuille décrivant le nombre de projets (avec leur montant en dollars) qui sont liés aux secteurs exposés au risque de transition. L'objectif était d'identifier des clusters dans des secteurs qui peuvent être exposés à des risques de marché ou de technologie, à des changements réglementaires ou à des risques de réputation liés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'analyse reflète la diversité du portefeuille de BID Invest avec son large éventail de projets de développement financés. Conformément à l'engagement de BID Invest à lutter contre le changement climatique, la Liste d'exclusion de BID Invest limite l'exposition aux secteurs présentant un risque de transition très élevé.

Indicateurs et objectifs

Faits marquants en 2021 :

- Année record pour le financement climatique avec 1,5 milliard de dollars à la date de clôture annuelle.
- BID Invest a commencé à mettre en place un logiciel de comptabilisation des émissions et des réductions de GES pour les émissions financées (opérationnel en 2022).

#### Émissions de GES

Depuis 2006, le groupe BID, dont BID Invest fait partie, s'est engagé à assurer la neutralité carbone de ses opérations. Il encourage les énergies renouvelables et d'autres mesures de durabilité dans ses bureaux nationaux et compense les émissions résiduelles par une série d'investissements dans des projets de Réductions d'émissions vérifiées soigneusement sélectionnés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Groupe de la BID surveille et publie des rapports sur des indicateurs clés de performance, dont les émissions de GES Scope 1, 2 et 3, conformément aux normes de la Global Reporting Initiative (GRI). Le Rapport annuel sur la durabilité de la BID contient des informations détaillées sur les résultats obtenus et la gestion par le Groupe BID de la réduction des émissions.

BID Invest surveille et publie des rapports sur les émissions financées, qui se rapportent à la catégorie 15 de Scope 3 du protocole GES : Investissements. En ce qui concerne ses actifs liés au développement, BID Invest mesure et suit les émissions brutes ou absolues de GES des investissements directs, lorsque ces émissions sont estimées ou attendues à plus de 25 000 tonnes métriques d'équivalent de dioxyde de carbone (CO2e) par an, conformément au Cadre de Politique de durabilité environnementale et sociale de BID Invest. BID Invest divulgue publiquement des informations sur les GES de projets précis dans le cadre du Résumé du Rapport environnemental et social et conformément à sa Politique d'Accès à l'information. Les chiffres estimés agrégés du portefeuille de financement de projets concerné sont présentés ci-dessous.

#### Financement et mobilisation pour le climat

En 2021, nos projets ont aidé nos clients à réduire leurs émissions de GES de 815 728 tCO2e. Sur les 1 557 millions de dollars de financement climatique, 103 millions de dollars sont allés au financement de l'adaptation, conformément à notre mandat visant à renforcer la résilience climatique des entreprises de la région. En outre, 70 % des financements mobilisés par BID Invest étaient liés à une transaction comportant un financement climatique, ce qui montre l'intérêt des investisseurs pour les transactions comportant un volet climatique.

### Climate-related Metrics

#### Mesures liées au climat

	2019	2020	2021
Clients bénéficiaires d'interventions non financières (#)	56	37	41
Émissions GES d'entreprises (tCO2e)	3,170	1,266 5	1.3966
Émissions de GES financées du portefeuille actif de l'année de déclaration (t CO2e)	3,848,869	4,034,522	4,954,766
Réductions d'émissions de GES financées du portefeuille actif de l'année de déclaration (t CO2e)	9,866,579	11,895,901	13,218,834
Émissions de GES financées de nouveaux projets fermés pendant l'année de déclaration (t CO2e)	1,860,189	118,000	N/A
Financement de réductions d'émission de GES de nouveaux projets fermés pendant l'année de déclaration (t CO2e)	374,060	2,029,322	815,728
Financement lié au climat dans les opérations de BID Invest (% du montant engagé)	25%	23%	23%
Financement lié au climat (millions de \$USD) Projets soutenant la réduction et/ou	1,151	1,441	1,557
l'adaptation au changement climatique (% des nouveaux engagements)	48	48	53

## Climate finance by segment

Year	Corporates	Financial Institutions	Infrastructure and Energy	Trade Finance Facilitation Program
2017	3%	4%	93%	1%
2018	5%	25%	68%	1%
2019	26%	32%	41%	1%
2020	28%	12%	58%	1%
2021	32%	16%	51%	1%

<sup>1</sup> Cela correspond aux chiffres combinés de Scope 1, Scope 2 (basé sur l'emplacement) et Scope 3 du groupe BID, au prorata de la proportion d'employés travaillant pour BID Invest (12,8 % en 2019, 13,8 % en 2020). Pour plus d'informations sur la méthodologie, les objectifs de réduction et la neutralité carbone, veuillez consulter le Rapport sur la durabilité de la BID (IDB Sustainability Report) et son Annexe Global Reporting Initiative Annex.

<sup>2</sup> Scope 1 : 146 t CO2e ; Scope 2 (basé sur l'emplacement) : 1233 t CO2e ; Scope 2 (basé sur le marché) : 236 t CO2e ; Scope 3 : 1791 t CO2e.

<sup>3</sup> Scope 1 : 111 t CO2e ; Scope 2 (basé sur l'emplacement) : 873 t CO2e ; Scope 2 (basé sur le marché) : 162 t CO2e ; Scope 3 : 282 t CO2e. Ces chiffres peuvent différer des chiffres annoncés pour l'exercice 2020 car il s'agissait de chiffres provisoires à l'époque.

<sup>4</sup> Données provisoires. Les données définitives pour le Groupe de la BID seront disponibles dans le Rapport sur la durabilité de la BID de 2021.

<sup>5</sup> Ce chiffre fait référence à l'estimation des émissions brutes combinées de GES de Scope 1 et 2 des transactions de financement de projets émettant plus de 25 000 t CO2e par an, qui faisaient partie du portefeuille actif de BID Invest au cours de l'année de référence respective. Ce chiffre exclut les émissions de CO2e biogéniques provenant de sources fixes.

<sup>6</sup> Ce chiffre fait référence à l'estimation de réduction des émissions de CO2e par an par les projets qui faisaient partie du portefeuille actif de BID Invest au cours de l'année de référence. Les réductions résultant des investissements dans les Institutions Financières ne sont pas incluses.

<sup>7</sup> Ce chiffre fait référence à l'estimation des émissions brutes des transactions de financement de projets émettant plus de 25 000 t CO2e par an, qui ont été clôturées au cours de l'année de référence et qui sont calculées comme les émissions annuelles attendues au cours d'une année représentative. Ce chiffre exclut les émissions de CO2e biogéniques provenant de sources fixes.

<sup>8</sup> Ce chiffre fait référence à l'estimation de réduction des émissions de CO2e par an pour de nouveaux projets conclus pendant l'année de déclaration. Les réductions résultant d'investissements dans des Institutions Financières ne sont pas incluses.

<sup>9</sup> Ce chiffre fait référence à tous les financements, y compris les financements de court terme. Le rapport selon la méthodologie commune des Banques de Développement Multilatéral (the joint MDB methodology) concerne uniquement le financement climatique de moyen et long terme.